



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 14 DECEMBRE, 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3513

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par arrêté en conseil, en date du quatrième jour de décembre 1901, de nommer Henry Claude Hunter, 160, rue Broadway, dans la cité de New York, solliciteur et avocat, commissaire, sous l'autorité de l'article 27, du code de procédure civile de la province de Québec, pour recevoir les affidavits qui peuvent servir dans toute cour de la province ou qui sont nécessaires à un acte ou document qui doit être mis à exécution ou avoir des effets civils dans la province.

4559

Proclamation

Canada }
Province de Québec } L. A. JETTÉ.
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 14th DECEMBER, 1901

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3514

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourth of December, 1901, to appoint Henry Claude Hunter, 160, Broadway street, in the city of New-York, in the United States of America, esquire, attorney and councillor at law, commissioner, under the authority of article twenty-seven, of the code of civil procedure of the province of Quebec, to receive affidavits for use in any court of the province or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the province.

4560

Proclamation

Canada, Province of Québec. } L. A. JETTÉ.
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain an Ireland, King Defender of the Faith, &c., &

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

A TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEIZIEME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER

1) **FOI DE QUOI**, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUATRIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
4455 Québec.

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

—
Département des Terres, Mines et Pêcheries.
—

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now Know Ye, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this FOURTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
4456 Québec.

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

—
Department of Lands, Mines and Fisheries.
—

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6587.

Emberton.

Lot 32, du 3e rang, à Cyrille Gagné.
Lot 33, du 3e rang, à Hilaire Rioux.
Adj. 7184.

Alleyn.

Lot 28, du 4e rang, à Robert Jenkins, jr.
Adj. 7185.

Dorion.

Lots 10 et 11, du 1er rang, à Sidney G. Moore.
Lots 12 et 13, du 1er rang, à Richard H. R. Moore.
Lots 14 et 15, du 1er rang, à John Westgate.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 9 décembre 1901. 4545

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Es par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Turgeon.

2e rang.

Lot 21, à Gertrude Aubin.
Lot 22, à Gertrude Aubin.
La partie est du lot 23, à Valentine Aubin.
La partie est du lot 24, au Dr L. A. Geo. Jacques.
La partie est du lot 25, à Onésime Aubin.
Lot 26, à Onésime Aubin.
Lot 27, à Onésime Aubin.
Lot 28, à Valentine Aubin.
Lot 29, à Valentine Aubin.
Lot 30, à Gertrude Aubin.

3e rang.

Lot 20, à Ludger A. Gariépy.
Lot 21, à Léandre Bélanger.
Lot 22, au Dr L. B. Durocher.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 10 décembre 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Ristigouche.

4e rang, chemin Kempt.

Lot 1, à Israël Joubert.

Canton DeCalounes.

3e rang.

Lot 9, à Geo. Lamare.
Lot 10, à Hon. Auger.
Lot 11, à Jos. Laperrière.

E. E. TACHÉ,
Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 14 décembre 1901. 4561

Adj. 6587.

Emberton.

Lot 32, in 3rd range, to Cyrille Gagné.
Lot 33, in 3rd range, to Hilaire Rioux.
Adj. 7184.

Alleyn.

Lot 28, in 4th range, to Robert Jenkins, jr.
Adj. 7185.

Dorion.

Lots 10 and 11, in 1st range, to Sidney G. Moore.
Lots 12 and 13, in 1st range, to Richard H. R. Moore.
Lots 14 and 15, in 1st range, to John Westgate.

E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 9th December, 1901. 4545

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Land, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Turgeon.

2nd range.

Lot 21, to Gertrude Aubin.
Lot 22, to Gertrude Aubin.
East part of lot 23, to Valentine Aubin.
East part of lot 24, to Dr L. A. Geo. Jacques.
East part of lot 25, to Onésime Aubin.
Lot 26, to Onésime Aubin.
Lot 27, to Onésime Aubin.
Lot 28, to Valentine Aubin.
Lot 29, to Valentine Aubin.
Lot 30, to Gertrude Aubin.

3rd range.

Lot 20, to Ludger A. Gariépy.
Lot 21, to Léandre Bélanger.
Lot 22, to Dr L. B. Durocher.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 10th December, 1901.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Ristigouche.

4th range, Kempt road.

Lot 1, to Israël Joubert.

Township DeCalounes.

3rd range.

Lot 9, to Geo. Lamare.
Lot 10, to Hon. Auger.
Lot 11, to Jos. Laperrière.

E. E. TACHÉ,
Deputy minister

Department of Lands,
Mines and Fisheries
Quebec, 14th December, 1901. 4561

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 12 décembre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de la ville d'Acton, comté de Bagot, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JOS. BOIVIN,
4563 Sous-secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 12 décembre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de la paroisse de Saint-André d'Acton, comté de Bagot, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JOS. BOIVIN,
4565 Sous-secrétaire de la province.

No. 946.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Majorique de Grantham", comté de Drummond, la municipalité de la paroisse de Saint-Majorique de Grantham, dans le dit comté, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par l'ordre en conseil du 13 juillet dernier, (1901).

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

4605

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 19 novembre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Marie Eugène Labrèche, écuyer, notaire public, de la paroisse de Saint-Valérien de Milton, dans le comté de Shefford, district de Bedford, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Pierre Simon Grandpré, de la paroisse de Saint-Valérien de Milton qui a cessé de pratiquer comme notaire public, en vertu des dispositions du code du notariat, (article 3685 des S. R. P. Q.).

ADELARD TURGEON,
4317-4 Secrétaire de la province.

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit : Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée; ou s'il n'y paraît pas de

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 12th December, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by the municipality of the town of Acton, county of Bagot, to obtain the authorization to publish in french language only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JOS. BOIVIN,
4564 Deputy Provincial Secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 12th December, 1901.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the parish of Saint André d'Acton, county of Bagot, to obtain the authorization to publish in french language only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JOS. BOIVIN,
4566 Deputy Provincial Secretary.

No. 946.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality by the name of "Saint Majorique de Grantham," county of Drummond, the municipality of the parish of Saint Majorique de Grantham, in the said county, with the same limits as are assigned to it by the order in council of the 13th of July last (1901).

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

4606

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 19th November, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, by Marie Eugène Labrèche, esquire, notary public, of the parish of Saint Valérien de Milton, in the county of Shefford, district of Bedford, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the notary Pierre Simon Grandpré, of the parish of Saint Valérien de Milton, who has ceased to practice as notary public, in virtue of the provisions of the notarial code (art. 3685 R. S. P. Q.).

ADELARD TURGEON,
4318 Provincial secretary.

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz: In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure; or if there be no newspaper

journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française. La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

JNO. G. BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.

4217

RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

4219

EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published. In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages. All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition. Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

JNO. G. BOURINOT,
Clerk of the House of Commons.

4218

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

4220

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Resolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

4221

Greffier des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future.

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

4222

Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent a passeront devant déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de a Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts. On déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

3509

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de

3510

LOUIS FRECHETTE
C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing

la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélevement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rearpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line, its construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected, and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in the case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

"Les bills pour incorporer des villes ne doivent contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décrire que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

3511

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer un acte de vente sous l'autorité

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

3512

Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to ratify and confirm a deed of sale under authority of justice, from

de justice, de Dame Helen Johnston *ès-qual.* et al., à A. Macnider et al., *ès-qual.*, passé devant E. H. Stuart, N. P., le 1er de juin dernier (1901), et afin de ratifier et confirmer un acte de vente de A. Macnider et al., *ès-qual.* à Mark Workman, passé devant E. H. Stuart, N. P., le 2e jour de juillet dernier (1901), les deux propriétés étant situées dans le quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal. Aussi pour définir les droits des enfants de la dite Dame Helen Johnston, en vertu de son contrat de mariage et du testament de feu son mari.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 10 décembre 1901. 4597

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de The Canada Switch & Spring Company, limited, permettant à la dite compagnie d'émettre des obligations et de faire tous actes y ayant rapport.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 10 décembre 1901. 4591

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer Henderson & Potts Company, limited, dans le but de prendre et continuer comme une affaire en opération maintenant faite à Montréal, par la société de Henderson & Potts, comme manufacturiers et commerçants de peintures, huiles, vernis, vitre, marchandises en général, et comme importateurs et marchands en général, avec le droit d'émettre du stock préférentiel et ordinaire.

Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 11 décembre 1901. 4595

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de confirmer la charte de The Montreal Rolling Mills Company, et ses amendements, et pour autoriser la dite compagnie à émettre des obligations, stock préférentiel ou ordinaire, et pour acquérir et posséder des actions dans d'autres compagnies faisant les mêmes affaires.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 10 décembre 1901. 4593

Avis est par les présentes donné que Napoléon P. Tanguay, marchand, de Weedon; Eugène Roberge, marchand, Lambton; Louis I. Lafleur, marchand, Montréal; Alfred Girard, avocat, Marieville; Edmond Guillet, manufacturier, Marieville; Louis J. Roberge, marchand, Louis Demers, marchand, Antoine O. Vachon, notaire, George R. Smith, gérant de mines, tous quatre de King-Ville; Tancrede Fontaine, médecin, Black-Lake, s'adresseront à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qui s'adjoindront sous le nom de "La Compagnie Hydraulique Saint-François", et leur octroyant une charte avec pouvoir de construire et exploiter une première ligne électrique pour le transport des forces de la lumière et de la chaleur depuis les pouvoirs hydrauliques situés sur la rivière Saint-François entre le village de Disraeli et le lac Saint-François, dans les comtés de Wolfe, Beauce et Mégantic au village de Colraine, dans le canton du même nom, de la suivre autant que possible la ligne du chemin de fer Québec Central ou la voie publique jusqu'au village de Robertson, en passant par Black-Lake, King-Ville ou Thetford Mines et Broughton, dans le comté de Mégantic; aussi avec pouvoir de construire une deuxième ligne électrique depuis les dits pouvoirs hydrauliques sur la rivière

Dame Helen Johnston *ès qualité.* et al., to A. Macnider et al., *ès qualité.*, passed before E. H. Stuart, N. P., on the 1st June last (1901), and to ratify and confirm a deed of sale from A. Macnider et al., *ès qualité.* to Mark Workman, passed before E. H. Stuart, N. P., on the 2nd day of July last (1901), both of property situate in the Saint Ann's ward, in the city of Montreal. Also to define the rights of the children of the said Dame Helen Johnston, under her marriage contract and her late husband's will.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.
Montreal, 10th December, 1901. 4598

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend the charter of the Canada Switch & Spring Company, limited, to enable the said company to issue bonds and to do all acts incidental thereto.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.
Montreal, 10th December, 1901. 4592

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate Henderson & Potts Company, limited, for the purpose of taking over and continuing as a going concern the business at present carried on at Montreal, by the firm of Henderson & Potts, as manufacturers of and dealers in paints, oils, varnish, glass, general merchandise, and as importers and general merchants, with the right to issue preferred and ordinary stock.

The head office of the company to be at the city of Montreal.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.
Montreal, 11th December, 1901. 4596

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Québec, for an act to confirm the charter of the Montreal Rolling Mills Company, and the amendments thereto, and to authorize the said company to issue bonds, preferred and ordinary stock, and to acquire and hold shares in other companies engaged in similar business.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.
Montreal, 10th December, 1901. 4594

Notice is hereby given that Napoléon P. Tanguay, trader, of Weedon; Eugène Roberge, merchant, Lambton; Louis I. Lafleur, merchant, Montreal; Alfred Girard, advocate, Marieville; Edmond Guillet, manufacturer, Marieville; Louis J. Roberge, merchant, Louis Demers, merchant, Antoine O. Vachon, notary, George R. Smith, manager of mines, all four of King-Ville; Tancrede Fontaine, physician, Black Lake, will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to obtain an act incorporating them and those who will join with them under the name of "The Saint Francis Hydraulic Company", and granting them a charter with power to construct and operate a first electric line for conveying lighting and heating forces from the hydraulic powers situate on the Saint Francis river, between the villages of Disraeli and Lake Saint Francis, in the counties of Wolfe, Beauce and Mégantic to the village of Colraine, in the township of the same name, to follow it as far as possible the line of the Quebec Central railway or the public road to the village of Robertson, passing by Black Lake, Kingville or Thetford Mines and Broughton, in the county of Mégantic; also with power to construct a second electric line from the said hydraulic powers on the river Saint Francis, going directly to the village of Black Lake;

Saint-François, se rendant directement au village de Black-Lake; en outre pouvoir de construire une troisième ligne électrique depuis les dits pouvoirs hydrauliques sur la rivière Saint-François, allant directement au dit lieu de King-Ville ou Theford Mines, et une quatrième ligne depuis les dits pouvoirs hydrauliques Saint-François à Bull's Head Falls et Weedon, dans le comté de Wolfe, toujours en longeant autant que possible le chemin de fer Québec Central ou la voie publique; enfin, avec pouvoir de construire des embranchements de lignes électriques à partir de n'importe quel point des trois lignes principales pour se rendre en tous lieux où la lumière, la chaleur ou les forces motrices seront requises, avec pouvoir également de construire une ligne téléphonique le long de ces lignes électriques et embranchements ainsi que des chemins pour voitures et à lisses pour tramways et y faire circuler des chars, de faire tous les travaux nécessaires pour fournir la lumière, la chaleur et la force motrice aux villes, villages, mines et autres industries se trouvant dans un rayon de 30 milles autour des dits pouvoirs hydrauliques sur la rivière Saint-François; d'acquérir ou posséder des pouvoirs hydrauliques, ainsi que le terrain nécessaire pour construire les voies et stations nécessaires à cette fin; d'acquérir ou d'exproprier les terrains pouvant être submergés par l'exploitation des dits pouvoirs hydrauliques; enfin, avec pouvoir de construire sur la dite rivière Saint-François, des moulins et usines pour le sciage et la préparation du bois, la fabrication de la pulpe et l'électricité; ainsi que de posséder et exploiter des mines de divers minerais, le tout avec pouvoir d'établir des tarifs pour la lumière, la chaleur et les forces motrices, téléphone et les tramways électriques qu'exploitera cette compagnie, mais avec la réserve que tous propriétaires de terrains miniers pourront faire déplacer des travaux pour l'exploration du minéral se trouvant dans et sous les terrains occupés par la présente compagnie.

A. GIRARD,

Solliciteur des requérants.

Québec, 9 décembre 1901.

4555

Avis public est par le présent donné que Louis Savard, de la cité de Québec, étudiant en loi, présentera à la législature de Québec, à sa prochaine session, un projet de loi à l'effet d'autoriser la chambre des notaires à l'admettre à la profession de notaire, après les examens requis.

FISSET & CHAPLEAU,

Procureurs du requérant.

4481-2

AVIS

Avis public est par le présent donné que Joachim Reid, dentiste, de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisé à pratiquer l'art dentaire dans la province de Québec.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

Procureurs du requérant.

Québec, 26 novembre 1901.

4429-3

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant les successions de feu John McDougall et feu Maud McDougall à disposer, par vente privée ou autrement, de leurs biens meubles et immeubles et de faire, de la même manière, tous actes et choses pour parvenir à la liquidation et au partage des biens.

T. BROSSEAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 4 décembre 1901.

4505-2

moreover to construct a third electric line from the said hydraulic powers on the river Saint Francis, going directly to the place of King-Ville or Theford Mines, and a fourth line from the said Saint Francis hydraulic powers to Bull's Head Falls and Weedon, in the county of Wolfe, always following as much as possible the Quebec Central railway or the public road; lastly, with power to build branches of electric lines from any point whatever of the three principal lines to go to any places where light, heat and motive power will be needed, with power also to construct a telephone line along these electric lines and branches as well as roads for vehicles and tracks for tramways and having cars circulated there, to do all the necessary work to furnish light, heat and motive power to the towns, villages, mines and other industries found within a radius of 30 miles around the said hydraulic powers on the river Saint Francis; to acquire or possess hydraulic powers, as well as the land necessary to build the roads and stations necessary for this purpose; to acquire or expropriate the lands that may be inundated by the working of the said hydraulic powers; lastly, with power to build on the said river Saint Francis, mills and workshops for sawing and preparing lumber, the fabrication of pulp and electricity; as also to possess and work mines of different ores, the whole with power to establish tariffs for light, heat and motive forces, telephones and electric railways which this company will operate, but with the reservation that all owners of mining lands may make of putting up works for the extraction of ores which are found in and under the lands occupied by the present company.

A. GIRARD,

Solicitor for Petitioners.

Quebec, 9th December, 1901.

4556

Public notice is hereby given that Louis Savard, of the city of Quebec, student at law, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act for the purpose of authorizing the board of notaries to admit him to the profession of notary, after the required examinations.

FISSET & CHAPLEAU,

Attorneys for petitioner.

4482

NOTICE

Public notice is hereby given that Joachim Reid, dentist, of the parish of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for authorization to practice his profession in the province of Quebec.

FITZPATRICK, ROY & CANNON,

Attorneys for applicant.

Quebec, 26th November, 1901.

4430

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the estates of the late John McDougall and the late Maud McDougall to dispose, by private sale or otherwise, of the movable and immovable property belonging to said estates, and in like manner, do all acts and things to liquidate and divide said estates.

T. BROSSEAU,

Solicitor for applicants.

Montreal, 4th December, 1901.

4506

Avis public est par les présentes donné que Alexandre Legault, domicilié en la ville de Salaberry de Valleyfield, étudiant en droit, s'adressera à la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

D. McAVOY,
Procureur du requérant.
Valleyfield, 4 décembre 1901. 4471-2

Avis public est par le présent donné que Léon Domitien Eugène Rousseau, des cité et district de Québec, avocat, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec, à l'admettre à la profession de notaire, après examen.

DIONNE & GRENIER,
Procureurs du requérant.
Québec, 3 décembre 1901. 4473-2

Province de Québec, }
District de Bedford. }

Avis public est par le présent donné que William Kenneth McKeown, du village de Cowansville, dans le district de Bedford, étudiant, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre comme l'un de ses membres, après examen.

WILLIAM KENNETH McKEOWN.
Cowansville, 2 décembre 1901. 4479-2

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par les présentes donné que la succession Léon Benoit Alfred Charlebois, de Laprairie, s'adressera à la législature de Québec, à la prochaine session, pour être autorisée à vendre ses propriétés immobilières et à faire maintenant le partage des biens de la dite succession.

LOUIS MASSON,
Son Exécuteur testamentaire.
Montréal, 21 novembre 1901. 4359-3

Avis est par les présentes donné que L. H. Chouinard, marchand, J. E. Gagnon, notaire, Félix Desrosiers, marchand, L. J. Levasseur, marchand, G. A. Côté, médecin, de Matane; J. B. A. Boudreau, commerçant, J. H. Brassard, commerçant, Emile Dubé, commerçant, Jos. Hamel, bourgeois, Napoléon Dion, M. P. P., marchand, de Fraserville; Trefflé Côté, commerçant, Emile Lamontagne, commerçant, de Cap Chat; Préfontaine et frère, commerçants, Charles A. Gauvreau, M. P., notaire public, Aug. Bertrand, commerçant, de l'Isle Verte; Zéphirin Lanouette, bourgeois, François St. Laurent, bourgeois, François Parent, bourgeois, Majorique Bélanger, bourgeois, de Sandy Bay; Augustin Harrison, cultivateur, de Matane; Auguste Leclerc, commerçant, de la rivière à la Martre; Donat Caron, M. P. P., cultivateur, de Saint-Octave de Métis, Alfred Girard, M. P. P., avocat, Marieville; I. L. Lafleur, marchand de fer, Montréal; N. P. Tanguay, marchand de bois, Weedon; J. M. Lovell, M. P. P., commerçant de bois, Coaticook; Xavier Kennedy, M. P. P., commerçant, Douglastown, et Narcisse Rioux, marchand, Québec, s'adresseront à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui s'adjoindront, sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé", et leur octroyant une charte avec pouvoir de construire et exploiter une voie ferrée depuis un point quelconque à Saint-Octave de Métis ou près de cet endroit, dans le comté de Matane jusqu'à un point quelconque à Saint-Jérôme de Matane, où près de cette localité, avec pouvoir de construire un embranchement depuis le dit lieu de Saint-Jérôme de Matane, longeant la rivière Matane jusqu'à sa source à l'intérieur des terres, à un point quelconque du

Public notice is hereby given that Alexandre Legault, domiciled in the town of Salaberry de Valleyfield, student at law, will apply to the Legislature of the province of Quebec, to obtain an act authorizing the bar of the province of Quebec to admit him as one of its members, after examination.

D. McAVOY,
Attorney for petitioner.
Valleyfield, 4th December, 1901. 4472

Public notice is hereby given that Léon Domitien Eugène Rousseau, of the city and district of Québec, advocate, will apply to the Québec Legislature, at its next session, to obtain an act authorizing the board of notaries of the province of Québec, to admit him to the profession of notary, after examination.

DIONNE & GRENIER,
Attorneys for petitioner.
Quebec, 3rd December, 1901. 4474

Province of Quebec, }
District of Bedford. }

Public notice is hereby given that William Kenneth McKeown, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, student, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him among its members, after examination.

WILLIAM KENNETH McKEOWN.
Cowansville, 2nd December, 1901. 4480

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that the estate Léon Benoit Alfred Charlebois, of Laprairie, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to be authorized to sell the immovable properties and to make now the partition of the properties of the said estate.

LOUIS MASSON,
His testamentary executor.
Montreal, 21st November, 1901. 4360

Notice is hereby given that at the next session of the legislature of this province, L. H. Chouinard, merchant, J. E. Gagnon, notary public, Félix Desrosiers, merchant, L. J. Levasseur, merchant, G. A. Côté, physician, of Matane, J. B. A. Boudreau, trader, J. H. Brassard, trader, Emile Dubé, trader, Jos. Hamel, gentleman, Napoléon Dion, M. L. A., merchant, of Fraserville; Trefflé Côté, trader, Emile Lamontagne, trader, of Cape Chat; Préfontaine and brother, traders, Charles A. Gauvreau, M. P., notary public, Aug. Bertrand, trader, of Isle Verte; Zéphirin Lanouette, gentleman, François St-Laurent, gentleman, François Parent, gentleman, Majorique Bélanger, gentleman, of Sandy Bay; Augustin Harrison, farmer, of Matane; Auguste Leclerc, trader, of the river à la Martre; Donat Caron, M. L. A., farmer, of Saint Octave de Métis; Alfred Girard, M. L. A., advocate, of Marieville; I. L. Lafleur, hardware merchant, Montreal; N. P. Tanguay, lumber merchant, Weedon; J. M. Lovell, M. L. A., lumber merchant, Coaticook; Xavier Kennedy, M. L. A., trader, Douglastown, and Narcisse Rioux, merchant, Quebec, will apply for an act of the said legislature, incorporating them and all other persons who may hereafter join them under the name and style of "La Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé", and granting them a charter to construct and run a railway from a certain point at Saint Octave de Métis or near that place, in the county of Matane, to a certain point at Saint Jérôme de Matane or near that place, with power to build a branch from the said place at Saint Jérôme de Matane, following Matane River to its springs in the lands interior to a certain point of the promoted railroad named Atlantic, Quebec and Occidental Railway, then from the said place of Saint Jérôme

chemin de fer projeté appelé chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, puis du dit lieu de Saint-Jérôme de Matane la ligne principale se continuer en longeant le littoral du Golfe Saint-Laurent jusqu'à Cap Chat, avec embranchement suivant la Vallée de la rivière Sainte-Anne jusqu'à la source de cette rivière à un point quelconque du chemin de fer projeté appelé chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental et, à défaut de construction de ce dernier, se continuer jusqu'au Bassin de Gaspé, enfin la ligne principale à partir du Cap Chat pourra continuer en longeant le littoral et en suivant en autant que possible le chemin maritime jusqu'au Bassin de Gaspé ou ses environs, dans le comté de Gaspé, de faire tous les travaux nécessaires à cette fin, d'acquiescer ou posséder tout le terrain nécessaire à la dite voie ferrée, de construire les gares ou sheds nécessaires, d'acquiescer et posséder le matériel roulant nécessaire à l'exploitation de la dite voie ferrée, d'y faire circuler des chars, d'établir un tarif et de faire des règlements pour la bonne administration de la dite voie ferrée et pour autres fins.

A. GIRARD,

Solliciteur des requérants.

Québec, 26 novembre 1901. 4365-3

Avis est par le présent donné que les médecins J. G. Adami, George E. Armstrong, Alfred T. Bazin, H. S. Birkett, F. Buller, J. M. Craik, J. M. Elder, Wm. Gardner, Sir William Hingston, J. M. Jack, H. A. Lafleur, F. A. Lockhart, J. G. McCarthy, James Perrigo, F. J. Shepherd et J. W. Stirling, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte les incorporant sous le nom de "The Montreal-Medico Chirurgical Society", dans le but de promouvoir l'avancement de la science médicale et chirurgicale par tous les moyens qu'ils jugeront avantageux et opportuns, et aussi pour le maintien d'une bibliothèque médicale.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 13 novembre 1901. 4261-5

AVIS

Avis est par le présent donné que "Les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation.

L. P. SIROIS.

Québec, 18 novembre 1901. 4315-4

AVIS PUBLIC.

Les soussignés Dame Susan Ann Walker, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, veuve de l'honorable Joseph Octave Villeneuve, sénateur du Canada; Dame Rachel Villeneuve, épouse de Alphonse Morin, protonotaire de la cour supérieure pour le district d'Iberville, et dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Jacques Villeneuve, agent, de la cité de Montréal; Eugène Villeneuve, comptable, du même lieu, et Frederick Villeneuve, avocat, de la cité de Edmonton, dans les Territoires du Nord-Ouest, donnent avis par le présent qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir un bill pour changer et modifier le dernier testament du dit honorable Joseph Octave Villeneuve, fait le 16 octobre 1900, devant M^{re} Joseph P. Landry, notaire, de la dite cité de Montréal, et tous autres testaments et codiciles, ayant rapport au testament ci-dessus en dernier lieu mentionné, dans les buts suivants:

(a) Autoriser les exécuteurs nommés en vertu du dit testament et leurs successeurs à emprunter une somme d'argent pour payer les légataires, remboursable après un certain nombre d'années, avec intérêt et fonds d'amortissement payable avec les revenus;

de Matane the main line be continued along the shore of Saint Lawrence Gulf until Cape Chat, with a branch following the Valley of Sainte Anne's River until the spring of the said river to a point else of the said promoted railroad named Atlantic, Quebec & Occidental Railway, and the latter failing to be constructed, be continued as far as Gaspé Basin, finally the main line from Cape Chat may be continued a shore and in following in as much as possible the maritime road till Gaspé Basin or around, it in the county of Gaspé, to make all the necessary works to that effect, to acquire and use the necessary ground for said railway, to erect the necessary sheds and stations, to acquire and use the necessary rolling stock, to run cars on said railroad, to have a tariff and to make by-laws for the regulation and administration of the said railway and other purposes.

A. GIRARD,

Solicitor for applicants.

Quebec, 26th November, 1901. 4366

Notice is hereby given that doctors J. G. Adami, George E. Armstrong, Alfred T. Bazin, H. S. Birkett, F. Buller, J. M. Craik, J. M. Elder, Wm. Gardner, Sir William Hingston, J. M. Jack, H. A. Lafleur, F. A. Lockhart, J. G. McCarthy, James Perrigo, F. J. Shepherd and J. W. Stirling, all of the city and district of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for the passing of an act to incorporate them under the name of the "The Montreal Medico Chirurgical Society", for the purpose of promoting the advancement of medical and surgical science by such means as to them shall appear expedient and proper, and also the maintenance of a medical library.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,

Solicitors for applicants.

Montreal, 13th November, 1901. 4262

NOTICE

Notice is hereby given that "Les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique", will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act constituting them into corporation.

L. P. SIROIS.

Quebec, 18th November, 1901. 4316

PUBLIC NOTICE.

The undersigned Dame Susan Ann Walker, of the city of Montreal, in the district of Montreal, widow of the Honorable Joseph Octave Villeneuve, senator of Canada; Dame Rachel Villeneuve, wife of Alphonse Morin, protonotary of the superior court for the district of Iberville, a party to these presents to authorize his said wife; Jacques Villeneuve, agent, of the city of Montreal; Eugène Villeneuve, accountant of the same place, and Frederick Villeneuve, barrister, of the city of Edmonton, in the North West territories, hereby give notice that they will petition the legislature of the province of Quebec, at the next session, to pass a bill to alter, modify and change the last will and testament of the said Honorable Joseph Octave Villeneuve, received on the 16th October, 1900, before M^{rs}. Joseph P. Landry, notary, of the said city of Montreal, and all other codicils or last wills having any relation to the above mentioned last will and testament, for, amongst other purposes, the following:

(a) To authorize the executors appointed under the said will and their successors to borrow a sum of money to pay the legacies, reimbursable after a certain number of years, with interest and sinking fund payable out of the revenues;

- (b) Mieux pourvoir au paiement de toutes les dépenses, intérêt et fonds d'amortissement ;
 (c) Maintenir un fonds de réserve ;
 (d) Augmenter la pension payable à la dite Dame Susan Ann Walker ;
 (e) Régulariser le partage des revenus entre les enfants du dit testateur ;
 (f) Mettre de côté les legs alimentaires faits en faveur de certains enfants et petits enfants du dit testateur ;
 (g) Pourvoir au partage final de la succession ;
 (h) Autoriser les dits exécuteurs testamentaires à venir en aide aux dits enfants du testateur ;
 (i) Pourvoir au remplacement des exécuteurs testamentaires et à leur rémunération ;
 (j) Définir la substitution créée ou devant être créée en faveur des petits enfants ;
 (k) Prolonger le délai pour le règlement de la succession avec le ci-devant associé du dit testateur ;
 (l) Mieux régulariser la vente des biens appartenant à la dite succession ;
 (m) Et pour toutes autres choses en rapport au dit testament et pour les fins sus-mentionnées.

SUSAN ANN WALKER,
 RACHEL VILLENEUVE,
 ALPHONSE MORIN,
 JACQUES VILLENEUVE,
 EUGENE VILLENEUVE,
 FREDERICK VILLENEUVE.

Montreal, 25 novembre 1901.

4361-3

Avis est par le présent donné que André E. Vallerand, marchand, J. Elie Martineau, marchand, François-Xavier Drolet, ingénieur manufacturier, C. Émile Morissette, entrepreneur, Archange Racine, fondeur, Fidèle Blouin, manufacturier, Charles A. Paquet, marchand, tous de Québec ; Jos. Édouard Caron, cultivateur, de Sainte-Louise de L'Islet ; Basile Néron, marchand, de Saint-Jérôme Lac Saint-Jean, lesquels et autres sont déjà incorporés par lettres patentes sous le nom de "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan" demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un acte les incorporant sous le nom de "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan". La compagnie demandera les pouvoirs d'acheter et acquérir sur la rivière Métabetchouan et ses affluents ou tout autre endroit dans les comtés de Saguenay, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, des pouvoirs d'eau, des limites à bois et les terrains dont elle pourra avoir besoin pour construire les moulins et écluses nécessaires à la fabrication de la pulpe ; de produire de l'électricité, faire des installations pour l'éclairage à la lumière électrique dans les susdits comtés ; de construire des bateaux à vapeur et chalands destinés au transport de ses produits ; de construire et posséder des moulins à pulpe, à scier et à farine ; d'ériger et entretenir des digues pour approvisionnement d'eau ; de faire le commerce de bois dans toutes ses branches ; de construire et posséder des magasins pour le commerce général, et posséder, vendre, louer ou échanger des terrains pour les fins de son industrie ; de déterminer le tracé et entreprendre la construction et la mise en exploitation d'embranchements de chemins de fer destinés à relier les moulins et autres établissements industriels de la compagnie aux lignes de chemins de fer ou de bateaux déjà existantes ou pouvant exister dans la suite ; de construire des lignes de télégraphe et de téléphone pour l'usage de la compagnie ; d'exproprier lorsque nécessaire pour les fins d'embranchements de chemins de fer et de travaux sur les rivières et lacs ; d'ester en justice et en général tous les pouvoirs qui peuvent être nécessaires et utiles pour les objets et les fins qu'elle se propose.

H. G. CARROLL,
 Procureur des requérants.

Québec, 20 novembre 1901.

4325-4

- (b) To better provide for the payment of all the expenses, interest and sinking fund ;
 (c) To maintain a reserve fund ;
 (d) To increase the pension payable to the said Dame Susan Ann Walker ;
 (e) To regulate the partition of the revenues between the children of the said testator ;
 (f) To set aside alimentary legacies provided for certain children and grand children of the said testator ;
 (g) To provide for the final partition of the estate ;
 (h) To authorize the said testamentary executors to grant aid to the said children of the testator ;
 (i) To provide for the replacing of the testamentary executors and the remuneration of them ;
 (j) To define the substitution created and to be created in favor of the said grand children ;
 (k) To extend the delay for the settlement of the estate with the late partner of the said testator ;
 (l) To better regulate the sale of the things belonging to the said estate ;
 (m) And for all other things in relation to the said testament and above mentioned purposes.

SUSAN ANN WALKER,
 RACHEL VILLENEUVE,
 ALPHONSE MORIN,
 JACQUES VILLENEUVE,
 EUGENE VILLENEUVE,
 FREDERICK VILLENEUVE.

Montreal, 25th November, 1901.

4362

Notice is hereby given that André E. Vallerand, merchant, J. Elie Martineau, merchant, François-Xavier Drolet, manufacturing engineer, C. Émile Morissette, contractor, Archange Racine, founder, Fidèle Blouin, manufacturer, Charles A. Paquet, merchant, all of Québec ; Jos. Édouard Caron, farmer, of Sainte Louise de L'Islet ; Basile Néron, merchant, of Saint Jérôme, Lake Saint John, who, with others, are already incorporated by letters patent, by the name of "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan" will apply to the legislature of the province of Québec, at its next session, for a chart incorporating them by the name of "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan". The company will ask for power to buy and acquire on the river Métabetchouan and its affluents or anywhere else, in the counties of Saguenay, Chicoutimi, Lake Saint John, water powers, timber limits and the lands it may need to erect mills and dams necessary for the making of pulp ; to make electricity, to make installations for electric lighting in the aforesaid counties ; to build steamboats and lighters for conveying their products ; to build and own pulp, saw and grist mills ; to erect and keep dams for supplying water ; to carry on lumber trade in all its branches ; to build and own shops for general trade, and to own, sell, lease and exchange lands for the purposes of its business ; to lay out and undertake the building and working of branch railways for the purpose of connecting the mills and other industrial establishments of the company with the railways or boat lines already existing or which may exist hereafter ; to construct telegraph and telephone lines for the use of the company ; to appropriate when necessary for the purposes of branch railways and works on the rivers and lakes ; to appear in judicial proceedings, and to obtain generally all the powers which may be necessary or useful for the objects and aims which it has in view.

H. G. CARROLL,
 Attorney for petitioners.

Québec, 20th November, 1901.

4326

Avis est donné par le présent qu'une demande sera adressée à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte constituant une compagnie sous le nom de Compagnie de chemin de fer Gaspé et Wertern, avec tous les pouvoirs nécessaires pour construire et exploiter une ligne ou des lignes de chemin de fer et de tramway (de la voie type ou étroite et mûs par la vapeur, l'électricité ou autre force motrice) partant d'un point près de la gare du chemin de fer Intercolonial à Fraserville, dans le comté de Témiscouata, dans la province de Québec, et allant jusqu'à un point à ou près du Bassin de Gaspé, dans le comté de Gaspé, dans la dite province, et traversant les comtés de Témiscouata, Bonaventure et Gaspé; avec la faculté de construire, posséder, exploiter et entretenir les quais, docks, jetées, débarcadères, élévateurs et entrepôts s'y rattachant, aussi agir comme gérants d'entrepôts; acquérir, posséder et exploiter des vapeurs, berges et autres bacs s'y rattachant, pour naviguer sur le fleuve Saint-Laurent et dans le golfe; aussi posséder et exploiter des vapeurs océaniques; obtenir la faculté de construire des ponts sur toutes rivières et tous cours d'eau nécessaires à l'entreprise; de se raccorder et faire des arrangements de trafic avec chaque et tous chemins de fer situés en deça de trois milles de toute partie du dit chemin de fer; acheter et exploiter le chemin de fer de la Baie des Chaleurs ou toute partie de ce chemin, aussi les chemins de fer Atlantique et Lac Supérieur ou toute partie de ces chemins; aussi recevoir de tout gouvernement, toute corporation ou tout particulier des octrois de terres ou de deniers ou autres valeurs en aide à la construction de l'entreprise; et aussi construire, entretenir et exploiter des lignes de télégraphe et de téléphone le long de la route du dit chemin de fer ou tramway; aussi acquérir, posséder et exploiter des mines et exercer des droits et privilèges miniers, et établir des fonderies et autres travaux s'y rattachant; et aussi acquérir et employer des pouvoirs hydrauliques, construire et exploiter des usines électriques pour l'usage et la transmission de la force électrique pour l'exploitation du dit chemin de fer, et pour d'autres fins; et faire le commerce du bois, de scieries, de transport et d'expédition, enfin obtenir tous autres pouvoirs et privilèges qui seront nécessaires pour atteindre les objets susdits.

E. A. D. MORGAN,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 7 novembre 1901. 4517-2

Les soussignés, Léonidas Villeneuve, marchand de bois, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal; Pierre Terrault, notaire, de la cité de Montréal, et Hilaire Corbeil, épiciier, de la dite ville de Saint-Louis, *de qualité* d'exécuteurs testamentaires et administrateurs choisis par feu l'honorable Joseph Octave Villeneuve, en son vivant sénateur du Canada, pour exécuter son testament fait à Montréal, devant Mtre Joseph P. Landry, notaire, le seize octobre 1900, donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi pour les objets suivants:

1° Définir les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et administrateurs nommés en vertu du dit testament, notamment déclarer qu'ils auront les pouvoirs donnés aux fiduciaires par le code civil de cette province.

2° Le remplacement des exécuteurs testamentaires et administrateurs, et leur rémunération.

3° Prolonger le terme pendant lequel la succession pourra continuer la société qui a existé entre les dits Joseph Octave Villeneuve et Léonidas Villeneuve; ce terme ne devra pas excéder cinq ans à compter du décès du testateur.

4° Donner aux exécuteurs testamentaires et administrateurs les pouvoirs nécessaires pour disposer de l'actif mobilier et immobilier de la dite société, de manière à protéger autant que possible les intérêts des associés.

5° De même pour la part du dit testateur dans

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, for an act to incorporate a company to be called the Gaspé and Western Railway Company, with all necessary powers to construct and operate a line or lines of railway and tramway (of either standard or narrow gauge, and utilizing steam, electricity or other motive power) from a point near the station of the Intercolonial Railway at Fraserville, in the county of Temiscouata, in the province of Quebec, to a point at or near Gaspé Bassin, in the county of Gaspé, in said province, and passing through the counties of Temiscouata, Bonaventure and Gaspé; and with power to construct, own, operate and maintain wharfs, docks, piers, landing places, elevators and warehouses in connection therewith, and also act as warehousemen; and to acquire, own and operate steamers, barges and other ferries in connection therewith, and for the purpose of navigating the Saint Lawrence river and gulf; and also owning and operating ocean going steamers; and with power to erect bridges over any rivers and streams necessary for the undertaking; and also to connect with and enter into running arrangements over any and all railways situated within a distance of three miles from any portion of said railway; and to purchase and operate the Baie des Chaleurs railway or any portion thereof, and also the Atlantic and Lake Superior railways or any portion thereof; also to receive from any government, corporation or persons grants of land or money and other assets in aid of the construction of the undertaking; and also to construct, maintain and operate telegraph and telephone lines along the route of said railway or tramway; also to acquire, own and operate mines and exercise mining rights and privileges, and to establish smelting and other works in connection therewith; and also to acquire and use water powers and erect and operate electrical works for use and transmission of electrical power for the operation of the said railway, and for other purposes; and to carry on lumbering, milling, transportation and forwarding business, together with such other powers and privileges as may be necessary for the attainment of the above objects.

E. A. D. MORGAN,
Solliciteur for applicants.

Montreal, 7th November, 1901. 4518

The undersigned, Léonidas Villeneuve, lumber merchant, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal; Pierre Terrault, notary, of the city of Montreal, and Hilaire Corbeil, grocer, of the said town of Saint Louis, in their capacity of testamentary executors and administrators appointed by the late Honorable Joseph Octave Villeneuve, in his lifetime senator of Canada, for the execution of his testament done at Montreal, before Mtre Joseph P. Landry, notary, on the 16th October, 1900, give notice that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law for the following purposes:

1. To define the powers of the testamentary executors and administrators appointed under the said testament, especially to declare that they will have the powers given to fiduciaries by the civil code of this province.

2. The replacing of the testamentary executors and administrators, and their remuneration.

3. To prolong the term during which the succession may continue the partnership which has existed between the said Joseph Octave Villeneuve and Léonidas Villeneuve; such term shall not exceed five years from the testator's death.

4. To give to the testamentary executors and administrators the necessary powers to dispose of the assets, movable and immovable of the said partnership, so as to protect as far as can be done the interests of the partners, and

5. Also the share of the testator in the immov-

les immeubles qu'il possédait par indivis avec Léonidas Villeneuve et Edouard Roy.

6° Autoriser les exécuteurs testamentaires à disposer de certains immeubles de la succession dans les cas urgents.

7° Autoriser les exécuteurs testamentaires et administrateurs à venir en aide aux enfants et petits enfants du testateur.

L. VILLENEUVE,
P. TERRAULT,
H. CORBEIL.

Montréal, 5 décembre 1901. 4513-2

Avis est par les présentes donné que la ville de Joliette s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire amender et refondre sa charte.

RENAUD & GUIBAULT,
Procureurs de la dite ville de Joliette.
Joliette, 29 novembre 1901. 4451.2

ables which he possessed in joint-tenancy with said Léonidas Villeneuve and Edouard Roy.

6. To authorize the testamentary executors and administrators to dispose of certain immoveables of the succession in urgent cases.

7. To authorize the testamentary executors and administrators to grant aid to the children and grand-children of testator.

L. VILLENEUVE,
P. TERRAULT,
H. CORBEIL.

Montreal, 5th December, 1901. 4514

Notice is hereby given that an application will be made, at the next session of the legislature of the province of Quebec, by the town of Joliette, to have its charter amended and consolidated.

RENAUD & GUIBAULT,
Attorneys for the said town of Joliette.
Joliette, 29th November, 1901. 4452

Avis Divers

Canada, }
Province de Québec. }
DISTRICT ELECTORAL DE DRUMMOND.

Etat des dépenses d'élection du candidat, Joseph Laferté, à l'élection du 31 octobre dernier (1901), pour le dit district électoral, à l'Assemblée Législative de la province de Québec, assermenté par son agent, George A. Droin, cordonnier, de Drummondville, P. Q., devant moi, le 29 novembre 1901, à savoir :

Dépenses personnelles du candidat.....	\$11.30
Comités.....	6.90
Télégrammes.....	2.90
Copies de listes.....	3.86
Téléphone.....	2.05
	\$34.01

Signé,
G. A. DROIN,
Agent.

Cet état est ouvert et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins.

Vrai extrait,
C. H. MILLAR,
Officier-rapporteur.

4553

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 377.

Dame Cécile Fournier, de Saint-Jean Port-Joli, dans le district de Montmagny, épouse commune en biens de Augustin Caron, du même lieu, charron, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Augustin Caron, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatrième jour de décembre courant.

DIONNE & GRENIER,
Procureurs de la demanderesse.
Montmagny, 5 décembre 1901. 4511-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Clara Butler, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de James Crockford, du même lieu, pourvoyeur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

James Crockford, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

BUCHAN & ELLIOTT,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 4 décembre 1901. 4489-2

Miscellaneous Notices

Canada, }
Province of Quebec. }
ELECTORAL DISTRICT OF DRUMMOND.

Statement of election expenses of the candidate, Joseph Laferté, at the election of the 31st October last (1901), for the said electoral district, in the Legislative Assembly of the province of Quebec, sworn to by his agent, George A. Droin, shoemaker, of Drummondville, P. Q., before me the 29th November, 1901, to wit :

Personal expenses of candidate...	\$11.30
For holding committees.....	6.90
For telegrams.....	2.90
For copies of lists.....	3.86
For telephone.....	2.05
	\$34.01

Signed,
G. A. DROIN,
Election agent.

This account is open and subject to public inspection on payment of the fee of twenty cents.

True summary,
C. H. MILLAR,
Returning officer.

4554

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 377.

Dame Cécile Fournier, of Saint Jean Port Joli, in the district of Montmagny, wife common as to property of Augustin Caron, of the same place, wheelwright, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Augustin Caron, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 4th day of December, instant.

DIONNE & GRENIER,
Attorneys for Plaintiff.
Montmagny, 5th December, 1901. 4512

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Clara Butler, of the city and district of Montreal, wife common as to property of James Crockford, of the same place, caterer, duly authorized to ester en justice, Plaintiff :

vs

James Crockford, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

BUCHAN & ELLIOTT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 4th December, 1901. 4490

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 361.

Dame Marie Orise Chapleau a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Louis Pepin, commerçant, tous deux de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne.

PREVOST & RINFRET,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 20 novembre 1901. 4427-3

AVIS.

Dame Malvina Charbonneau, du village de Granby, district de Bedford, a, le 21 novembre 1901, institué en la cour supérieure du dit district, une action en séparation de biens contre son mari, Alfred Paré, marchand, du même lieu.

F. X. A. GIROUX,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 21 novembre 1901. 4357-3

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 122.
Dame Joséphine Rémillard, Demanderesse ;
et

David Hercule Brosseau, Défendeur.
Dame Joséphine Rémillard, épouse de David Hercule Brosseau, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfinchie, dit district, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ; contre le dit David Hercule Brosseau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. P. CARREAU,
Avocat de la demanderesse.
Saint Jean, 20 novembre 1901. 4337-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2856.

Dame Ethel Gertrude Claxton, des cité et district de Montréal, épouse de Hubert Hibbard Ayer, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

CARTER & GOLDSTEIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 2 décembre 1901. 4469-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 449.

Magdeleine Boily, de la ville de Saint-Louis, dit district, a poursuivi, ce jour, son mari, Théophile Genest, gentilhomme, du même lieu, en séparation de biens.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 28 octobre 1901. 4159-5

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "La Société Anonyme des Théâtres."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : Donner des représentations théâtrales et acheter, louer ou acquérir autrement des biens meubles et immeubles pour l'exercice du but qu'elle se propose.

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court*
No. 361.

Dame Marie Orise Chapleau has, this day, sued her husband, Louis Pepin, trader, of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, in separation as to property.

PREVOST & RINFRET,
Attorneys for plaintiff.
Sainte Scholastique, 20th November, 1901. 4428

NOTICE.

Dame Malvina Charbonneau, of the village of Granby, district of Bedford, has, on the 21st of November, 1901, instituted in the superior court of the said district, an action for separation of property against her husband, Alfred Paré, merchant, of the same place.

F. X. A. GIROUX,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 21st November, 1901. 4358

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 122.
Dame Joséphine Rémillard, Plaintiff ;
and

David Hercule Brosseau, Defendant.
Dame Joséphine Rémillard, wife of David Hercule Brosseau, farmer, of the parish of Sainte Marguerite of Blairfinchie, in said district, and duly authorized for the purpose of the presents, plaintiff ; against said David Hercule Brosseau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause

J. P. CARREAU,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 20th November, 1901. 4338

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2856.

Dame Ethel Gertrude Claxton, of the city and district of Montreal, wife of Hubert Hibbard Ayer, of the same place, trader, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

CARTER & GOLDSTEIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 2nd December, 1901. 4470

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 449.

Magdeleine Boily, of the city of Saint Louis, said district, has, this day, instituted an action against her husband, Théophile Genest, gentleman, of the same place, in separation as to property.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th October, 1901. 4160

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent under the provisions of the "joint stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be : "La Société Anonyme des Théâtres."

2. The purposes for which incorporation is sought are : To give theatrical representations and to buy, rent or acquire otherwise the moveables and immoveables necessary for the carrying on of such business

3° La principale place d'affaires de la dite société sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite société sera de cinq mille dollars.

5° Le nombre d'actions sera de deux cents, et le montant de chaque action sera de vingt-cinq piastres.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Arthur Peltier, commis ; Alphonse Fontaine, marchand ; Thomas Bellemare, marchand ; Octave Labelle, entrepreneur, et Clovis Desaulniers, agent, tous de la cité et du district de Montréal. Les dits requérants seront les directeurs provisoires.

DESAULNIERS & ARCHAMBAULT,
4575 Procureurs des requérants.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que Aimé Trudeau, marchand, de la ville de Windsor Mills ; Joseph Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills ; John Tourigny, manufacturier, de la ville de Windsor Mills ; Filias Millette, marchand, du canton de Windsor ; William J. Finlay, surintendant du moulin à papier, à East Angus, tous dans la province de Québec, et Victor Côté, contre-maître, de Turners Falls, dans l'état de Massachusetts, un des états unis d'Amérique, s'adresseront par une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir l'émission de lettres patentes, sous le grand sceau, octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation, en corporation et corps politique.

Le nom social de cette compagnie sera "The Laineau Manufacturing Co." ; elle aura pour objet : acquérir par achat, transport, demande ou autrement, et employer, louer, vendre ou en disposer autrement, toutes inventions, ou brevets d'invention, ou tous droits de se servir de, ou employer toutes inventions en rapport avec la production d'articles en laine, ou en autres matériaux ; acheter, manufacturer et vendre les articles produits d'après ces inventions et brevets d'invention ; emprunter ou prélever de l'argent pour toutes les fins de la compagnie, émettre des débetures, hypothéquer ou charger toute l'entreprise, ou aucune partie de la propriété présente ou qui sera acquise par la compagnie, et d'émettre, tirer, faire, accepter et négocier, tous lettres de change, billets promissaires ou autres effets négociables.

Le principal siège de ses affaires sera, ville de Windsor Mills, province de Québec.

Le chiffre de son fonds social sera de dix mille piastres, divisé en deux cents actions de cinquante piastres chacune.

Les premiers directeurs de cette compagnie seront : Aimé Trudeau, marchand, de la ville de Windsor Mills ; Joseph Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills ; Filias Millette, marchand, du canton de Windsor.

J. A. BEGIN,
4335-4 Procureur des requérants.

Avis est par les présentes donné que, durant l'espace d'un mois qui suivra la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, d'une charte d'incorporation par lettres patentes, suivant les dispositions de l'acte des compagnies à fonds social, pour constituer en compagnie à fonds social les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, sous le nom et pour les fins suivantes, savoir :

1° Le nom de la compagnie projetée est A. C. Larivière.

2° L'objet pour lequel la charte est demandée, est, pour la fabrication, la vente et le commerce en général de voitures et véhicules de tous genres, et des accessoires s'y rapportant, avec pouvoir d'acquies, posséder, jouir ou louer toute propriété immo-

3. The principal place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company will be five thousand dollars.

5. The number of shares will be two hundred, and the amount of each share, twenty-five dollars.

6. The full names, residence and calling of the petitioners are as follows : Arthur Peltier, clerk ; Alphonse Fontaine, merchant ; Thomas Bellemare, merchant ; Octave Labelle, contractor, and Clovis Desaulniers, agent, all of the city and district of Montreal. The said petitioners will be the interim directors.

DESAULNIERS & ARCHAMBAULT,
4576 Attorneys for the applicants.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that Aimé Trudeau, merchant, of the town of Windsor Mills ; Joseph Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills ; John Tourigny, manufacturer, of the town of Windsor Mills ; Filias Millette, merchant, of the township of Windsor ; William J. Finlay, paper mill superintendent at East Angus, all in the province of Québec, and Victor Côté, foreman, of Turner's Falls, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council, to obtain letters patent under the great seal, granting a charter constituting the said petitioners and such other persons as my become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate.

The corporate name of the said company will be "The Laineau Manufacturing Co.," its objects will be : to acquire by purchase, conveyance, application or otherwise, and to employ, lease, sell or otherwise, dispose of any inventions or patents of invention ; and all rights to make use of or employ any inventions connected with the production of woolen articles or other stuffs, to buy, manufacture and sell these inventions and patents to borrow or levy money for all the purposes of the company, to issue debentures, mortgage or bind the whole enterprise or any part of the actual property of or what will be acquired by the company, and to issue, draw, make, accept and negotiate any letters of exchange, promissory notes or other negotiable effects.

Its head office will be at Windsor Mills, in the province of Québec.

The amount of its capital stock will be ten thousand dollars, divided into two hundred shares of fifty dollars each.

The first directors of this company will be Aimé Trudeau, merchant, of the town of Windsor Mills, Joseph Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills ; Filias Millette, merchant, of the township of Windsor.

J. A. BEGIN,
4336 Attorney of the petitioners.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be A. C. Larivière.

2. The purposes within the purview of the Act, for which incorporation is sought, are : the manufacturing, sale and trade in general in carriages and vehicles of all kinds, and the accessories, with power to purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or

bilière nécessaire ou convenable pour l'exploitation du dit commerce.

3° L'endroit du siège principal des affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de dix mille dollars.

5° Le nombre des actions ou parts est de cent, au montant de cent dollars chacune.

6. Les noms, l'adresse et la profession des requérants sont comme suit : Joseph Adolphe Frédéric Clément dit Larivière, marchand ; Joseph Edouard Charbonneau, comptable ; Georges McNally, comptable ; Frédéric Clément dit Larivière, carrossier, et Philippe Clément dit Larivière, commis marchand, tous sujets britanniques, de la cité de Montréal, dont les trois premiers, savoir : Joseph Adolphe Frédéric Clément dit Larivière, Joseph Edouard Charbonneau et Georges McNally seront les premiers directeurs de la dite compagnie projetée.

BERARD & BRODEUR,

Procureurs des requérants.

Montréal, 25 novembre 1901.

4385-2

AVIS public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "The Foster Bennett Company, Limited".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : acquérir, prendre et continuer comme une affaire en opération, les affaires maintenant faites à Rivière Désert, dans le comté de Wright, sous le nom du dit Foster Bennett, comme marchand général, marchand de bois, entrepreneur et commerçant de bestiaux ; manufacturer et faire le commerce de bois, bois de construction, bois de pulpe, briques et tuiles, et acquérir par loyer, achat ou autrement et tenir, faire le commerce et disposer d'aucune propriété, meubles et immeubles, y compris les limites à bois, matériel et droits, pouvoirs d'eau et privilèges qui peuvent être jugés à propos pour les fins des affaires de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Rivière Désert, dans le comté de Wright et province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$75,000.00, divisé en 750 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Foster Bennett, marchand, Joseph Bennett, commis, et Daniel J. McNulty, teneur de livres, tous trois de la susdite Rivière Désert ; John Reid, de Wakefield, dans le dit comté de Wright, gérant, et Joseph Carrier Bertram, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, agent, lesquels seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, et tous sont sujets anglais.

GEO. C. WRIGHT,

Procureur des requérants.

Hull, 16 novembre 1901.

4299-3

manage all lands, tenements and real estates that may be demand proper for said trade.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is ten thousand dollars.

5° The number of shares is to be one hundred, and the amount of each share is to be of the value of one hundred dollars.

6° The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : Joseph Adolphe Frédéric Clément dit Larivière, merchant ; Joseph Edouard Charbonneau, accountant ; George McNally, accountant ; Frédéric Clément dit Larivière, carriage-maker, and Philippe Clément dit Larivière, clerk, all british subjects, of the city of Montreal, of whom the three first named persons, to wit : Joseph Adolphe Frederic Clément dit Larivière Joseph Edmond Charbonneau and Georges McNally are to be the first and provisional directors of the said company.

BERARD & BRODEUR,

Attorneys for the applicants.

Montréal, 25th November, 1901.

4386

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letter-patent under the provisions of "the joint stock companies' incorporation act", constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed name of the company is : "The Foster Bennett Company, Limited".

2. The objects for which incorporation is sought are : to acquire, take over and continue as a going concern, the business at present carried on at River Desert, in the county of Wright, under the name of the said Foster Bennett, as general merchant, lumber merchant contractor and dealer in live stock ; to manufacture and deal in lumber, timber, pulp wood, bricks and tiles, and to acquire by lease, purchase or otherwise, and to hold, deal with and dispose of such property, moveable and immovable, including timber limits, plant and rights, water powers and privileges as may be deemed expedient for the purposes of the company's business.

3. The chief place of business of the said company is to be at River Desert, in the county of Wright and province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be \$75,000.00, divided into 750 shares of \$100.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Foster Bennett, merchant, Joseph Bennett, clerk, and Daniel J. McNulty, book-keeper, all three of River Desert aforesaid ; John Reid, of Wakefield, in the said county of Wright, manager, and Joseph Carrier Bertram, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, agent, all of whom are to be the first of provisional directors of said company, and all of whom are British subjects.

GEO. C. WRIGHT,

Attorney for petitioners.

Hull, 16th November, 1901.

4300

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 53.

Dans l'affaire de John Hislop, (The Harvey Medicine Co.), Failli.

Je, soussigné, John M. M. Duff, curateur dument nommé aux biens du susdit failli, donne avis par le présent qu'un compte final et bordereau de dividendes ont été préparés dans cette affaire, les dividendes seront payables dans mon bureau après le trentième jour de décembre A. D., 1901.

Toute opposition au dit dividende doit être produite dans mon bureau avant la dite date.

JOHN M. M. DUFF,
Curateur.

Chambre No 52,
Imperial Building,
107, rue Saint-Jacques.
Montréal, 14 décembre 1901. 4537

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re B. Cohen, Failli.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, a été dument nommé curateur aux biens du dit failli, en date du 6e jour de décembre courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à mon bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

WM. RENAUD,
Curateur.

Montréal, 7 décembre 1901. 4543

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } Cour Supérieure.

In re Frédéric J. K. Alexander, ayant son principal siège d'affaires à Saint-Agathe des Monts, district de Terrebonne, Insolvable.

Avis est donné que le sixième jour de décembre 1901, par un ordre de la cour nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
180, rue Saint-Jacques.
Montréal, 7 décembre 1901. 4539

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Saint-François. }
No. 395.

Charles H. Edwards et al., Demandeurs ;

vs.
Albert B. Waldron (East Clifton), Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que le cinquième jour de décembre 1901, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dument attestées sous serment, doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 6 décembre 1901. 4535

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 53

In the matter of John Hislop, (The Harvey Medicine Co.), Insolvent.

I, the undersigned, John M. M. Duff, curator duly appointed to the estate of the above named insolvent, do hereby give notice that a final account and dividend sheet have been prepared in this matter, and dividends will be payable at my office after the thirtieth day of December A. D., 1901.

All opposition to said dividend sheet must be filed at my office before said date.

JOHN M. M. DUFF,
Curator.

Room No. 52,
Imperial Building,
107, Saint James street.
Montreal, 14th December, 1901. 4538

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re B. Cohen, Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been appointed curator in the estate of said insolvent, in date of 6th day of December instant.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, if they have not already done so, No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

WM. RENAUD,
Curator.

Montreal, 7th December, 1901. 4544

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } Superior Court.

In re Frederick J. K. Alexander, having his principal place of business in Saint Agathe des Monts, district of Terrebonne, Insolvent.

Notice is hereby given that on the sixth day of December 1901, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month from this date.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
180, Saint James,
Montreal, 7th December, 1901. 4540

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of St. Francis. }
No. 395

Charles H. Edwards et al., Plaintiffs ;

vs.
Albert B. Waldron, (East Clifton), Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that on the fifth day of December, 1901, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of above defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, 6th December, 1901. 4536

Province of Québec, }
 District d'Ottawa, } *Cour Supérieure.*
 The Canadian Dairy Supply Co., Demanderesse ;

vs.
 P. M. Arthur Labelle, Défendeur et failli.
 Avis est par le présent donné que le septième jour de décembre 1901, par ordre de la cour, le sousigné a été nommé curateur des biens du dit P. M. Arthur Labelle, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de cet avis.
 THOS. H. BIRCKS,
 Curateur.

Bureau :
 Lake Deschene Milling Co. Building,
 Hull, 9 décembre 1901. 4549

Province of Québec, }
 District of Terrebonne, } *Cour Supérieure.*
 No. 105.

In re Frederick J. K. Alexander, domicilié en la cité et district de Montréal, et ayant son principal établissement d'affaires à Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne,
 Débiteur insolvable ;

et
 J. B. Rolland & Fils,
 Créanciers requérant cession.
 Avis est par le présent donné que le débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du prothonotaire de la cour supérieure, pour le district de Terrebonne, à Saint Scholastique, dit district.

GRIGNON & FORTIER,
 Prothonotaires C. S.
 Sainte-Scholastique, 25 novembre 1901. 4547

Province of Québec, }
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*

In re V. E. Traversy & Co., Montréal,
 Insolubles.
 Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 30 décembre 1901.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 14 décembre 1901. 4567

Province of Québec, }
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*

In re succession de feu J. N. Couillard, Montréal.
 Un premier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 30 décembre 1901.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
 Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 14 décembre 1901. 4569

Canada, }
 Province of Québec, } *Cour Supérieure.*
 District of Montréal, }

Adalbert Dufresne, Demandeur ;

vs.
 Julien Legault, entrepreneur, de la ville de Saint-Henri de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que par ordre de la cour, le 6e jour de décembre 1901, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a

Province of Québec, }
 District of Ottawa, } *Superior Court.*
 The Canadian Dairy Supply Co., Plaintiffs ;

vs.
 P. M. Arthur Labelle, Defendant and insolvent.
 Notice is hereby given that on the seventh day of December, 1901, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the estate of the said P. M. Arthur Labelle, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.
 THOS. H. BIRCKS,
 Curator.

Office :
 Lake Deschene Milling Co. Building,
 Hull, 9th December, 1901. 4550

Province of Québec, }
 District of Terrebonne, } *Superior Court.*
 No. 105.

In re Frederick J. K. Alexander, domiciled in the city and district of Montreal, and having his principal place of business at Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne,
 Insolvent debtor ;

and
 J. B. Rolland & Fils,
 Petitioners for assignment.
 Notice is hereby given that the said insolvent debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property, for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, for the district of Terrebonne at Sainte Scholastique, said district.

GRIGNON & FORTIER,
 Prothonotaries S. C.
 Sainte Scholastique, 25th November, 1901. 4548

Province of Québec, }
 District of Montreal, } *Superior Court.*

In re V. E. Traversy & Co., Montreal,
 Insolvents.
 A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 30th December, 1901.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street,
 Montreal, 14th December, 1901. 4668

Province of Québec, }
 District of Montreal, } *Superior Court.*

In re estate late J. N. Couillard, Montreal.
 A first dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after the 30th December, 1901.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. L. KENT,
 Curator.

Office of Kent & Turcotte,
 97, St. James street,
 Montreal, 14th December, 1901. 4570

Canada, }
 Province of Québec, } *Superior Court.*
 District of Montreal, }

Adalbert Dufresne, Plaintiff ;

vs.
 Julien Legault, contractor, of the town of Saint-Henri of Montreal, Défendeur.

Notice is hereby given that on the 6th day of December, 1901, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant,

fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU
Curateurs.

1598, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 6 décembre 1901. 4571

Province de Québec }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Fred Bradford, de la ville de
Richmond, district de Saint-François, boulanger,
Demandeur ;

vs

Robert J. Evans, de la ville de Richmond, district
de Saint-François, boulanger, et Gilbert Charles
Evans, de la ville de Lachute, district de Terre-
bonne, cultivateur, faisant affaires ensemble en
société dans la dite ville de Richmond, comme
boulangers et confiseurs, sous le nom et raison de
Evans Brothers, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que le sixième jour
de septembre 1901, par ordre de la cour, j'ai été
nommé curateur des biens des dits Evans Bros, qui
en ont fait un abandon pour le bénéfice de leurs
créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être
déposées devant moi sous trente jours de cette date.

W. J. EWING,
Curateur.

Richmond, 7 décembre 1901. 4573

who has made a judicial abandonment of all his
assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 6th December, 1901. 4572

Province of Quebec }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
In the matter of Fred Bradford, of the town of
Richmond, district of Saint Francis, baker,
Plaintiff ;

vs

Robert J. Evans, of the town of Richmond, district
of Saint Francis, baker, and Gilbert Charles Evans,
of the town of Lachute, district of Terrebonne, far-
mer, doing business together in partnership at the
said town of Richmond, as baker and confec-
tioners, under the name and style of Evans
Brothers, Defendants.

Notice is hereby given that on the sixth day of
December, 1901, by an order of the court, I have
been appointed curator to the estate of the said
Evans Bros, who have made an abandonment of
their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within
thirty days from this date.

W. J. EWING,
Curator.

Richmond, 7th December, 1901. 4574

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2480.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu
d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à
Montréal, dans le district de Montréal, le 20e jour
de septembre 1901, dans une cause où Mary Char-
lotte McGillis, des cité et district de Montréal,
veuve de feu Robert William Harwood, en son
vivant du même lieu, gentilhomme, est Demar-
dresse ; et Ewen McGillis, du même lieu, Marie
Sophia McGillis, de Lethbridge, dans le district d'Al-
berta, territoires du nord-ouest, épouse de Alexan-
dre Roderick Macdonell, du même lieu, de lui
dûment autorisée, John Caldwell McGillis, des dits
cité et district de Montréal, William J. Jarvis,
du même lieu, en sa qualité de tuteur d'homme nommé
à Morrison Marshall Ewen Jarvis, enfant mineur,
du même lieu, Robert Andrews McGillis, du même
lieu, tous deux personnellement et en sa qualité
d'exécuteur testamentaire de Elizabeth Caldwell,
veuve de feu John McGillis, de Montréal susdit, John
William Harwood, ci-devant des cité et district de
Montréal, maintenant de Pincher Creek, dans le dis-
trict d'Alberta, territoires du nord-ouest, en sa
qualité d'exécuteur testamentaire de la dite Eliza-
beth Caldwell, sont Défendeurs ; et Victor Morin,
des dits cité et district de Montréal, en sa qualité
de curateurs aux substitutions créées en vertu du
testament de Elizabeth Caldwell ; et Edward A.
Barton, de la ville de Longueuil, dit district de
Montréal, en sa qualité de curateur à la substitu-
tion créée en vertu du testament de feu William
Hugh Caldwell McGillis, sont mis en cause, ordon-
nant la licitation de certains immeubles décrits
comme suit, à savoir :

1° Ce lot maintenant connu comme subdivision
numéro huit, de la subdivision officielle du lot
numéro seix-cent trente-six, des plan et livre de
renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la
dite cité de Montréal—avec la maison ayant le front
en pierre, connue sous les Nos 379 et 379 A, de la
rue Saint-Antoine et autres bâtisses sus-érigées et
sujet aux baux existants.

Licitations

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2480.

Notice is hereby given that, under and by virtue
of a judgment of the superior court, sitting at Mon-
treal, in the district of Montreal, on the 20th
September 1901, in a cause in which Mary Char-
lotte McGillis, of the city and district of Montreal,
widow of late Robert William Harwood, in his
lifetime of the same place, gentleman, is Plaintiff ;
and Ewen McGillis, of the same place, Mary Sophia
McGillis, of Lethbridge, in the district of Alberta,
north west territories, wife of Alexander Roderick
Macdonell, of the same place, by him duly author-
ized, John Caldwell McGillis, of said city and
district of Montreal, William J. Jarvis of the same
place, in his quality of tutor duly appointed to
Morrison Marshall Ewen Jarvis, a minor, of the
same place, Robert Andrews McGillis, of the same
place, both personally and in his quality of executor
under the last will and testament of Elizabeth Cald-
well, widow of late John McGillis, of said Montreal,
John William Harwood, heretofore of the city and
district of Montreal, now of Pincher Creek, in the
district of Alberta, north west territories, in his
quality of executor under said last will and testa-
ment of said Elizabeth Caldwell, are Defendants ;
and Victor Morin, of said city and district of Mon-
treal, in his quality of curator to the substitutions
created under the last will of Elizabeth Caldwell ;
and Edward A. Barton, of the town of Longueuil,
said district of Montreal, in his quality of curator to
the substitution created under the last will and
testament of late William Hugh Caldwell McGillis,
are *mise-en-cause*, ordering the licitation of certain
immoveables described as follows, to wit :

1. That certain lot now known as subdivision
number eight, of the official subdivision of lot
number sixe hundred and thirty-six, on the
official plan and book of reference of the Saint
Antoine ward, in said city of Montreal—with the
stone front house known as Nos. 379 and 379 A
of Saint Antoine street, and outbuildings thereon
erected and subject to the existing leases thereof.

2° Un emplacement maintenant connu comme la partie nord-ouest du lot numéro onze cent vingt-cinq, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint Antoine ; le dit emplacement contenant vingt-six pieds de largeur sur quatre-vingt-huit pieds de profondeur, plus ou moins, m sure anglaise ; borné en front par la rue Hanover, en arrière par la rue Sainte-Geneviève, au nord-ouest par le lot No 1124, sur le dit plan, et au sud-est par une autre partie du dit lot No 1125—avec une maison à deux étages en pierre et en briques et autres bâties sus-érigées, sujet aux baux existants.

3° Ce lot maintenant connu sous le numéro dix-sept cent quatre-vingts, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine—avec la maison et autres bâties sus-érigées et avec les droits y appartenant et sujet aux baux existants.

Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain 1902, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, dans la cour de pratique, chambre No 31, du palais de justice de Montréal ; sujets aux charges, clauses et conditions indiqués dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 9 décembre 1901. 4551
[Première publication, 14 décembre 1901.]

Province de Québec, }
District de Bedford. } Cour Supérieure.
No 6839.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, siégeant au village de Swetsburg, dans le district de Bedford, le quinzième jour de novembre courant (1901), dans une cause sous le numéro 6839, dans laquelle Frank H. Stanbridge, cultivateur, du canton de Bolton (partie ouest), dans le dit district, est Demandeur ; et Mark Stanbridge, du canton de Brome, dans le dit district, est Défendeur, ordonnant la vente par voie de licitation de certains immeubles en bloc, comme une seule terre ou ferme, décrits comme suit, savoir :

1° Le lot numéro seize, dans le deuxième rang du canton de Bolton, dans le dit district, maintenant connu et désigné sous le lot numéro deux cent neuf (209), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, contenant deux cent dix-sept acres et demi en superficie, plus ou moins.

2° Partie du lot numéro dix-sept, dans le dit deuxième rang du dit canton de Bolton, maintenant connue et désignée sous le lot numéro deux cent douze (212), des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, contenant quarante-sept acres et sept-dixième d'acre en superficie, plus ou moins.

3° Une autre partie du dit lot numéro dix-sept, dans le dit rang, maintenant connue et désignée sous le lot numéro deux cent treize (213), des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, contenant quarante-huit acres en superficie, plus ou moins ; et

4° Partie du lot numéro seize, dans le troisième rang des lots du dit canton de Bolton, maintenant connue et désignée sous le lot numéro trois cent dix-sept (317), des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, contenant dix-sept (17) acres en superficie, plus ou moins, le tout for-

2. An emplacement now known as the north-westerly part of lot number eleven hundred and twenty five, on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward : containing said emplacement, twenty-six feet in width by eighty-eight feet in depth, more or less, english measure ; bounded in front by Hanover street, in rear by Saint Genevieve street, to the north west by lot No. 1124, on said plan, and to the south east by another part of said lot No. 1125—and having a two storey stone and brick house and outbuildings thereon erected, subject to the existing leases thereof.

3. That certain lot now known as number seventeen hundred and eighty, on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward—with the dwelling house and other buildings thereon and with the rights thereto appertaining and subject to the existing leases thereof.

The properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, 1902, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, in the practice court, room No. 31, of the court house in Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby imited, they will be foreclosed from so doing.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 9th December, 1901. 4552
[First published, 14th December, 1901.]

Province of Quebec, }
District of Bedford. } Superior Court.
No. 6839.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Quebec, sitting at the village of Swetsburg, in the district of Bedford, on the fifteenth day of November instant (1901), in a cause under number 6839, in which Frank H. Stanbridge, of the township of Bolton (west part), in the said district, farmer, is Plaintiff ; and Mark Stanbridge, of the township of Brome, in said district, is Defendant, ordering the sale by way of licitation of certain immovable property *en bloc*, as one farm or farm property, described as follows, to wit :

1. The lot number sixteen, in the second range of the township of Bolton, in said district, now known and designated as lot number two hundred and nine (209), of the official plan and book of reference of said township of Bolton, containing two hundred and seventeen and one half acres in superficies, more or less.

2. Part of lot number seventeen, in the said second range of said township of Bolton, now known and designated as lot number two hundred and twelve (212), of the said official plan and book of reference of said township of Bolton, containing forty-seven and seventenths acres in superficies, more or less.

3. Another part of said lot number seventeen, in said range, now known and designated as lot number two hundred and thirteen (213), of the said official plan and book of reference of said township of Bolton, containing forty-eight acres in superficies, more or less ; and

4. Part of lot number sixteen, in the third range of lots of said township of Bolton, now known and designated as lot number three hundred and seventeen (317), of the said official plan and book of reference of said township of Bolton, containing seventeen (17) acres in superficies, more or less,

mant une seule terre ou ferme—avec ensemble les bâties et améliorations dessus érigées et faites.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère, en bloc, comme une seule terre ou ferme, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROISIEME jour de JANVIER prochain (1902), à UNE heure de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, au dit village de Sweetsburg; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,

P. C. S.

Sweetsburg, 16 novembre 1901.

4333-2

[Première publication, 23 novembre 1901.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } DAME DIANA DAU-
No. 9. } PLAISE, épouse de
Walter Parenteau, Demanderesse; contre le dit
WALTER PARENTEAU, Déendeur.

Un emplacement de forme irrégulière, situé dans le village de Saint-Cyrille de Wendover, dans le cinquième rang du canton de Simpson, au nord-est de la rue Saint-Laurent, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Simpson, sous le numéro un-trente (1-30); borné en front à la dite rue Saint-Laurent, en arrière à la rue de la Station, au nord-ouest à Pierre Dauplaise, et au sud-est au chemin le long du chemin de fer—avec maison et autres bâties dessus construites. Sujet au paiement le premier novembre chaque année d'une somme de dix-huit piastres, à Louis Bilodeau, cultivateur, de Saint-Cyrille, comme rente foncière.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le TROISIEME jour de JANVIER prochain (1902), à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,

Shérif.

Arthabaskaville, 27 novembre 1901.

4383

[Première publication, 30 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauharnois.

Province de Québec, } EPHREM COUSI-
District de Beauharnois } NEAU, Requérant;
No 616. } vs OCTAVE COS-
SETTE, Défendeur, et LA COMPAGNIE GENE-

the whole forming one farm property—together with the buildings and improvements thereon erected and made.

The immoveable property above described will be put up to auction *en bloc*, as one farm property, and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRD day of JANUARY next (1902), at the hour of ONE of the clock in the afternoon, sitting the court room of the court house, in the said village of Sweetsburg; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,

P. C. C.

Sweetsburg, 16th November, 1901.

4334

[First published, 23rd November, 1901.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } DAME DIANA DAU-
No. 9. } PLAISE, wife of Walter
Parenteau, Plaintiff; against the said WALTER
PARENTEAU, Defendant.

An emplacement of irregular form, in the village of Saint Cyrille of Wendover, in the fifth range of the township of Simpson, to the north east of Saint Lawrence street, known and described on the official plan and book of reference for said township of Simpson, under number one-thirty (1-30); bounded in front by said Saint Lawrence street, in the rear by Station street, to the north west by Pierre Dauplaise, and south easterly by the road along the railway—with a house and other buildings thereon erected. Subject to the payment on the first November each year, of a sum of eighteen dollars, to Louis Bilodeau, farmer, of Saint Cyrille, as a ground rent.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille of Wendover, on the THIRD day of JANUARY next (1902), at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,

Sherif.

Arthabaskaville, 27th November, 1901.

4384

[First published, 30th November, 1901.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauharnois.

Province of Québec, } EPHREM COUSI-
District of Beauharnois } NEAU, Petitioner;
No. 616. } vs OCTAVE COS-
SETTE, Defendant, and LA COMPAGNIE GENE-

RALE DES BOISSONS CANADIENNES, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la ville de Salaberry de Valleyfield, mise-en-cause.

Avia e t par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, mardi, le quinzième jour d'octobre dernier, à onze heures de l'avant-midi, aura lieu au même endroit, à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Sainte-Cécile, **MARDI, le TRENTE ET UNIEME** jour de **DECEMBRE** courant 1901, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau de Shérif, Shérif.
Beauharnois, 9 décembre 1901. 4541
[Première publication, 14 décembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : **ALPHONSE P. PELLE-**
No 2878. **LETIER**, marchand,
de la paroisse de Trois-Pistoles, Demandeur ; vs. **CYPRIEN LAVOIE**, du même lieu, Défendeur, à savoir :

1° Une terre sise et située au premier rang de la paroisse de Trois-Pistoles, dans le comté de Témiscouata, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse, sous les numéros trois cent soixante et trois et trois cent soixante et quatre (363 et 364)—avec bâtisses dessus construites ; à en distraire la partie vendue par le shérif à Simon Rioux, et les emplacements baillés à Narcisse Gagné et à Joseph Lepage.

2° Une autre terre sise et située au même endroit et connue et désignée sous le numéro trois cent soixante et huit (368), du même cadastre—sans bâtisse. A charge par le ou les acquéreurs des lots susdits : 1° De payer à Alphonse P. Pelletier, le demandeur, du vivant de Dame Rose Côté, épouse d'Anselme Rioux, la somme de soixante et quinze piastres annuellement, tel que convenu par acte de transport fait le 27 octobre dernier (1901), devant M^{re} J. M. Michaud, notaire, à Trois-Pistoles ; 2° A charge aussi vis-à-vis Dalles Anna et Philomène Rioux, de remplir les clauses, charges et obligations mentionnées au paragraphe deux d'un certain acte de donation entrevus par le dit Anselme Rioux, suivant acte passé le 26 mai 1896, devant M^{re} A. Gagnon, notaire, à Trois-Pistoles, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata, sous le No 28,877.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Trois-Pistoles, **MERCREDI, le QUINZIEME** jour de **JANVIER** prochain (1902), à **DIX** heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 9 décembre 1901. 4557
[Première publication, 14 décembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : **L'HONORABLE THO-**
No 807. **MAS PHILIPPE**
PELLETIER, Conseiller Législatif et marchand, de la paroisse de Trois-Pistoles, Demandeur ; contre les immeubles de **EMILE DION**, du même lieu, Défendeur, c'est à savoir :

Deux circuits de terre sis et situés en le premier

RALE DES BOISSONS CANADIENNES, a body politic and corporata, having its chief place of business in the town of Salaberry de Valleyfield, a party to the suit.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present suit, which should have taken place at the parochial church door of the parish of Sainte Cecile, on Tuesday, the fifteenth day of October last, at eleven of the clock in the forenoon, will take place at the same place, at the parochial church door of the said parish of Sainte Cecile, on **TUESDAY, the THIRTY-FIRST** day of **DECEMBER** instant, 1901, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office, Sheriff.
Beauharnois, 9th December, 1901. 4542
[First published, 14th December, 1901.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the a-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** hav-
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : **ALPHONSE P. PELLE-**
No. 2878. **TIER**, merchant, of the
parish of Trois Pistoles, Plaintiff ; vs. **CYPRIEN**
LAVOIE, of the same place, Defendant, to wit :

1. A land situate and being in the first range of the parish of Trois Pistoles, in the county of Témiscouata, known and described on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said parish, as numbers three hundred and sixty-three and three hundred and sixty-four (363 and 364)—with buildings thereon erected ; reserving the part sold by the sheriff to Siméon Rioux, and the lots leased to Narcisse Gagné and to Joseph Lepage.

2. Another land situate and being at the same place, known and described as number three hundred and sixty-eight (368), of the same cadastre—without buildings. Subject to the charge upon the purchaser or purchasers of the aforesaid lots : 1. Of paying to Alphonse P. Pelletier, the plaintiff, during the lifetime of Dame Rose Côté, wife of Anselme Rioux, the sum of seventy-five dollars yearly, such as agreed by deed of transfer passed on the 27th of October last (1901), before M^{re} J. M. Michaud, notary, at Trois Pistoles ; 2. Subject also to the charge in favor of the Misses Anna and Philomène Rioux, of fulfilling the clauses, charges and obligations mentioned at paragraph two of a certain donation *inter vivos* by the said Anselme Rioux, by deed passed on the 26th of May, 1896, before M^{re} A. Gagnon, notary, at Trois-Pistoles, and registered in the registry office of the county of Témiscouata, under the No. 28,877.

To be sold at the church door of the parish of Trois Pistoles, on **WEDNESDAY, the FIFTEENTH** day of **JANUARY** next (1902), at **TEN** o'clock in the forenoon. The writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff Office, Sheriff.
Fraserville, 9th December, 1901. 4558
[First published, 14th December, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : **THE HONORABLE**
No 807. **THOMAS PHILIPPE**
PELLETIER, Legislative Councillor and merchant, of the parish of Trois-Pistoles, Plaintiff ; against the immovables of **EMILE DION**, of the same place, Defendant, to wit :

Two circuits of land situate and being in the first

rang de la paroisse de Trois-Pistoles, dans le comté de Témiscouata, connus et désignés au plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la dite paroisse, sous les numéros trois cent quatorze et trois cent quinze (314 et 315)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Trois-Pistoles, MERCREDI, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures ET DEMIE du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 10 décembre 1901. 4615
[Première publication, 14 décembre 1901.]

range of the parish of Trois-Pistoles, in the county of Témiscouata, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, as numbers three hundred and fourteen and three hundred and fifteen (314 and 315)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Trois-Pistoles, on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of JANUARY next, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 10th December, 1901. 4616
[First published, 14th December, 1901.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure

Province de Québec, } EUGENE BELAN-
District de Montmagny, } GER, de la paroisse
No 376. } de Saint-François,
Rivière du Sud, marchand; contre JOSEPH BOISSONNEAULT, de la même paroisse, cultivateur, à savoir :

1° Une terre connue et désignée sous le numéro cent dix-neuf (119), du cadastre officiel de Saint-François.

2° La moitié indivise d'une terre connue sous le numéro cent trente (130), du cadastre officiel de Saint-François.

3° Une autre terre connue et désignée sous le numéro cent trente-deux (132), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-François—le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, JEUDI, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 14 décembre 1901. 4619
[Première publication, 14 décembre 1901.]

MANDAT DU MAIRE

Province de Québec, } LA VILLE DE
District de Montmagny } MONTMAGNY,
No. 295. } vs CHARLES FOUR-
NIER et la succession de veuve Alexis Fournier, à savoir :

Un emplacement, connu sous le numéro cent vingt-neuf (129), du cadastre officiel de la ville de Montmagny, rue Saint-Jacques—avec les deux maisons et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, au palais de justice, MERCREDI, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny 12 décembre 1901. 4617
[Première publication, 14 décembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } EUGENE BELAN-
District of Montmagny, } GER, of the parish
No. 376. } of Saint François, Rivière
du Sud, merchant; against JOSEPH BOISSONNEAULT, of the same parish, farmer, to wit :

1. A land known and described as number one hundred and nineteen (119), of the official cadastre of Saint François.

2. The undivided half of a land known as number one hundred and thirty (130), of the official cadastre of Saint François.

3. Another land known and described as number one hundred and thirty-two (132), of the official cadastre of the said parish of Saint François—the whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint François, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 14th December, 1901. 4620
[First published, 14th December, 1901.]

MAYOR'S WARRANT.

Province of Québec, } THE TOWN OF
District of Montmagny, } MONTMAGNY;
No. 295. } vs CHARLES FOUR-
NIER and the estate of the widow Alexis Fournier, to wit :

A lot known as number one hundred and twenty-nine (129), of the official cadastre of the town of Montmagny, Saint James street -- with the two houses other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the court house, on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 12th December, 1901. 4618
[First published, 14th December 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DEMOISELLE MATHILDA BURNS BROWN**,
No 822. }
des cité et district de Montréal, fille majeure et usant de ses droits, Demanderesse ; contre les terres et tènements de **JOHN F. MACKIE**, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal écuyer, avocat, Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans la ville de Westmount, décrit et composé de : (1) Lot subdivision sept, du lot subdivision trois, sur le plan de subdivision du lot connu et désigné sous le numéro trois cent soixante et quatorze, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (No 374-3-7), contenant vingt pieds de largeur sur cent quinze pieds de profondeur, et de : (2) La partie sud-est de la subdivision huit, de la dite subdivision trois, sur le dit plan de subdivision du dit lot officiel numéro trois cent soixante et quatorze, de la municipalité de la paroisse de Montréal, (S. E. partie de 374-3-8), la dite partie sud-est de la dite subdivision contenant cinq pieds de largeur sur cent quinze pieds de profondeur ; borné en front, au nord-est, par l'avenue Wood, en arrière par une ruelle en commun, étant le lot No 374-3-35, d'un côté au sud-est par la subdivision sept ci-dessus décrite (No 374-3-7), et de l'autre côté, au nord-ouest, par le résidu de la subdivision huit (374-3-8), appartenant à Dame Mary Ann Holgate, épouse de Joseph Logan Thompson ou représentants.

Le susdit lot de subdivision 374-3-7 et partie des lots de subdivision 374-3-8 étant contigus, formant ensemble le dit morceau de terre qui est borné comme suit : en front, au nord-est, par l'avenue Wood, en arrière par la dite ruelle en commun 374-3-35 d'un côté, au sud-est, par une autre ruelle en commun, étant le lot numéro 374-3-6, et de l'autre côté, au nord-ouest, par le résidu de la dite subdivision huit (385-3-8)—avec deux maisons en briques solides sus-érigées ; le mur de côté nord-ouest d'icelle est par le présent déclaré mitoyen et en commun avec la propriété saisie et la propriété voisine sur le côté nord-ouest, appartenant à la dite Dame Mary Ann Holgate ou représentants ; avec le droit de se servir en commun avec les autres personnes de la dite ruelle en arrière et la dite ruelle sur le côté sud-est de la dite propriété, et aussi des ruelles communiquant avec icelles.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEIZIÈME jour de JANVIER prochain (1902), à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 11 décembre 1901. 4583
[Première publication, 14 décembre 1901]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **PARFAIT ELPHEGE**
No 2702. } **CHARLES JOUBERT**,
de la ville et du district de Terrebonne, bourgeois, Demandeur ; contre les terres et tènements de **DELLE PAULA S. GAUTHIER**, fille majeure et usant de ses droits, de la ville des Laurentides, dans le district de Joliette, Défenderesse.

Un lot de terre situé dans le quartier Hochelaga de la cité de Montréal, dans le district de Montréal ; borné en front par la rue Désery, composé du lot de subdivision numéro cinquante-neuf (59) et de la partie sud-est du lot de subdivision numéro soixante (60), du lot numéro cinquante-quatre (54), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga ; le dit lot étant situé dans cette partie du dit village d'Hochelaga, maintenant annexé à la dite cité de Montréal, la dite partie du lot subdivision numéro soixante (60), du lot numéro cinquante-quatre (54), contenant quinze (15) pieds de largeur par cent (100) pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par la rue Désery, en arrière par le numéro cent quarante (140), de la sub-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **MISS MATHILDA BURNS**
No. 822. } **BROWN**, of the city
and district of Montreal, *fille majeure et usant de ses droits*, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOHN F. MACKIE**, of the town of Westmount, in the district of Montreal, esquire, advocate, Defendant.

That certain piece or parcel of land situate in the town of Westmount, described and composed of : (1) Lot subdivision seven, of lot subdivision three, upon the subdivision plan of the lot known and designated as number three hundred and seventy four, upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal (No. 374-3-7), containing twenty feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, and of : (2) The south easterly part of subdivision eight, of said subdivision three, upon said subdivision plan of said official lot number three hundred and seventy-four, of the municipality of the parish of Montreal (S. E. part of 374-3-8), containing said south easterly part of said subdivision five feet in width by one hundred and fifteen feet in depth ; bounded in front, to the north east, by Wood avenue, in rear by a lane in common, being lot No. 374-3-35, on one side to the south east by subdivision seven above described (No. 374-4-7), and on the other side, to the north west, by the remainder of said subdivision eight (374-3-8), belonging to Dame Mary Ann Holgate, wife of Joseph Logan Thompson or representatives.

The foregoing subdivision lot 374-3-7 and part of subdivision lots 374-3-8 being contiguous to each other, forming together said piece of land which is bounded as follows : in front, to the north east, by Wood avenue, in rear by said common lane 374-3-35, on one side, to the south east, by another lane in common, being lot number 374-2-6, and on the other side, to the north west, by the remainder of said subdivision eight (374-3-8)—with the two story solid brick houses thereon erected ; the north westerly end or gable wall of which is hereby declared to be *mitoyen* and common between the property seized and the adjoining property on the north west, belonging to the said Dame Mary Ann Holgate or representatives ; with the right of use in common with others of said lane in rear and said lane on the south east side of said property, and also of the lanes communicating with the same.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JANUARY next (1902), at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 11th December, 1901. 4584
[First published, 14th December, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **PARFAIT ELPHEGE**
No. 2702. } **CHARLES JOUBERT**,
of the town and district of Terrebonne, gentleman, Plaintiff ; against the lands and tenements of **MISS PAULA S. GAUTHIER**, spinster, in the exercise of her rights, of the town of Laurentides, in the district of Joliette, Defendant.

A lot of land situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal ; bounded in front by Desery street, made up of subdivision lot number fifty-nine (59) and of the south east part of subdivision lot number sixty (60), of lot number fifty-four (54), of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga ; said lot being situate in the part of the village of Hochelaga, now annexed to the said city of Montreal, the said part of the subdivision lot number sixty (60), of lot number fifty-four (54), containing fifteen feet in width by one hundred (100) feet in depth, english measure ; bounded in front by Desery street, in rear by lot number one hundred and forty (140), of the subdivision of lot number seventy-six (76), on one

division du lot numéro soixante-seize (76), d'un côté par le résidu du dit lot exproprié pour l'élargissement de la rue Ontario, et de l'autre côté par le lot numéro cinquante-neuf (59) de la subdivision du lot numéro cinquante-quatre (54).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain (1902), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 11 décembre 1901. 4587
[Première publication, 14 décembre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **S I M E O N**
No 903. } **M M. BEAUDIN, J. T. CARDINAL, L. J. LORANGER ET PAUL ST-GERMAIN,** tous quatre avocats, de la cité de Montréal, et pratiquant leur profession ensemble et en société sous la raison sociale de Beaudin, Cardinal, Loranger et St-Germain, avocats sur distraction de frais, dans une certaine cause où **ALFRED CHARLEBOIS ET JOSEPH PAYETTE** étaient Demandeurs, et **DAME LUCY JANE TATE**, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de Malcolm Gregory, du même lieu, et ce dernier partie aux présentes en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse, étaient Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit demandeur, Alfred Charlebois, la jouissance et usufruit sa vie durant, des immeubles ci-après mentionnés, savoir :

1° D'une terre située en la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, comté de Soulanges, district de Montréal, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, sous le numéro quatre cent soixante—avec bâtisses dessus construites ; bornée en front par le chemin public.

2° D'un terre située en la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, comté de Soulanges, district de Montréal, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac sous le numéro cinq cent deux—avec bâtisses dessus construites ; bornée en front par le chemin public.

3° D'un terrain situé en la paroisse de Saint-Lazare, comté de Vaudreuil, district de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Lazare, comme faisant partie du lot numéro vingt-quatre, et contenant le dit terrain, un demi arpent de largeur sur vingt arpents en profondeur ; tenant en front au chemin public en arrière à un nommé Chénier, d'un côté à J. Goulet, et de l'autre côté à un nommé Legault—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus comme suit, savoir : La jouissance et l'usufruit des immeubles décrits aux paragraphes numéros 1 et 2, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi ; et la jouissance et l'usufruit de l'immeuble décrit au paragraphe numéro 3, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lazare, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 11 décembre 1901. 4581
[Première publication, 14 décembre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L E CREDIT FONCIER**
No 1499. } **FRANCO CANADIEN,** corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JOHN DUNLOP**, de a ville de Westmount, district de Montréal, es-qualité de curateur à Norman T.

side by the residue of the said lot expropriated for the widening of Ontario street, and on the other side by lot number fifty-nine (59), of the subdivision of lot number fifty-four (54).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JANUARY next (1902), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 11th December, 1901. 4588
[First published, 14th December, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MESSRS. SIMEON BEAU-**
No. 903. } **NDIN, J. T. CARDINAL,** L. J. LORANGER AND PAUL ST-GERMAIN, all four advocates, of the city of Montreal, and practising their profession together and in partnership under the style and firm of Beaudin, Cardinal, Loranger and St-Germain, attorneys distracting for costs, in a suit in which **ALFRED CHARLEBOIS AND JOSEPH PAYETTE**, were Plaintiffs, and **DAME LUCIE JANE TATE**, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Malcolm Gregory, of the same place, and the latter a party hereunto in so far as may be needed to authorize his said wife, were Defendants.

Seized as belonging to the said plaintiff, Alfred Charlebois, the enjoyment and usufruct during his lifetime, of the immovables hereinafter mentioned, to wit :

1. Of a land situate in the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, county of Soulanges, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, under number four hundred and sixty—with the buildings thereon erected ; bounded in front by the public road.

2. Of a land situate in the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, county of Soulanges, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, as number five hundred and two—with the buildings thereon erected ; bounded in front by the public road.

3. Of a lot of land situate in the parish of Saint Lazare, county of Vaudreuil, district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Lazare, as forming part of lot number twenty-four, said land containing one half arpent in width by twenty arpents in depth ; bounded in front by the public road, in rear by one Chenier, on one side by J Goulet, and on the other side by one Legault—with circumstances and dependencies.

To be sold as follows, to wit: The enjoyment and usufruct of the immovables described at paragraphs numbers 1 and 2, at the parochial church door of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon ; and the enjoyment and usufruct of the immovable described at paragraph number 3, at the parochial church door of the parish of Saint Lazare, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 11th December, 1901. 4582
[First published, 14th December, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **L E CREDIT FONCIER**
No. 1499. } **FRANCO CANADIEN,** a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **JOHN DUNLOP**, of the town of Westmount, district of Montreal, in his quality of curator to Nor-

Rielle, de Montréal, dit district, interdit, Défendeur.

Saisie comme appartenant au dit Norman T. Rielle, et en la possession du dit défendeur es-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, dit district, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro sept cent quatre-vingt seize (796); borné en front par la rue Sherbrooke, et formant le coin ouest des rues Sherbrooke, et Saint-Dominique—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, (1902), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 11 décembre 1901. 4585
[Première publication 14 décembre 1901.]

man T. Rielle, of Montreal, said district, interdicted, Defendant.

Seized as belonging to the said Norman T. Rielle, and in the possession of the said defendant *es qualité*, the following immovable, to wit :

A lot of land situate in Saint Louis ward, in the city of Montreal, said district, known and described on the official plan and in the book of reference of the said ward, as number seven hundred and ninety-six (796); bounded in front by Sherbrooke street, and forming the west corner of Sherbrooke and Saint Dominique streets—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JANUARY next (1902), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 11th December, 1901. 4586
[First published, 14th December, 1901.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa à savoir : } DAME PHILOMENE GAU-
No 292. } D THIER, du canton Joly,
district d'Ottawa, épouse contractuellement séparée de biens de Jos. Aubry, tourneur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes Demandeurs; contre JEAN BAPTISTE THERIEN, de l'endroit appelé La Conception, dans le canton Clyde, district d'Ottawa Défendeur, à savoir :

Les lots de terres numéros trente cinq (35) et trente six (36), dans le rang ouest de la rivière du dit canton de Clyde—avec maison et dépendances y érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Labelle, au village de Papineauville, le QUATORZIEME jour du mois JANVIER prochain (1902), à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull 11 décembre 1901. 4577
[Première publication, 14 décembre 1901.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } DAME PHILOMENE GAU-
No 292. } D THIER, of the township of Joly, district of Ottawa, wife duly separated as to property by marriage contract of Joseph Aubry, turner, of the same place, and the latter to authorize his said wife for the purpose of these present, Plaintiffs; against JEAN BAPTISTE THERIEN, of the place named La Conception, in the township of Clyde, district of Ottawa, Defendant, to wit :

The lots of lands numbered thirty-five (35) and thirty-six (36), in the west range of the river of the said township of Clyde—with a house and dependencies thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Labelle, in the village of Papineauville, the FOURTEENTH day of the month of JANUARY next (1902), at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 11th December, 1901. 4578
[First published, 14th December, 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DAME SOPHIE LETARTE,
No 1863. } de la cité de Québec, veuve de feu Octave Migner, en son vivant du même lieu, gentilhomme, en sa qualité de légataire universelle et exécutrice testamentaire de feu son mari, le dit Octave Migner; contre DAME AMANDA PEPIN, de la cité de Québec, veuve de feu Charles Loupret, en son vivant du même lieu, commerçant, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Charles Loupret, et Arthur Loupret, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 230 (deux cent trente), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } DAME SOPHIE LETARTE,
No. 1863. } of the city of Québec, widow of the late Octave Migner, in his lifetime of the same place, gentleman, in her quality of universal legatee and testamentary executrix under the last will and testament of her late husband, the said Octave Migner; against DAME AMANDA PEPIN, of the city of Québec, widow of the late Charles Loupret, in his lifetime of the same place, trader, in her quality of tutrix to her minor children issue of her marriage with the said Charles Loupret, and Arthur Loupret, of the city of Québec, to wit :

Lot No. 230 (two hundred and thirty), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de

Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Joseph—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.17, payable aux Révérendes Dames de l'Hôpital-Général de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 12 décembre 1901. 4699
[Première publication, 14 décembre 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } WILLIAM DONALD ROSS
No. 1632. } MACLEOD, de Upper
Melbourne, dans le comté de Richmond, dans la Province de Québec, cultivateur ; contre DONALD ROSS MACLEOD, de la cité de Québec et district de Québec, marchand à commission, à savoir :

La moitié indivise de l'usufruit et jouissance du lot No. 2772 (deux mille sept cent soixante-deux), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, durant la vie du défendeur, étant un emplacement situé sur la rue D'Auteuil—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 12 décembre 1901. 4601
[Première publication, 14 décembre 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ATTENDU que dans une
No. 1245. } cause où THE LONDON
ASSURANCE CORPORATION, corps politique et dument incorporé suivant la loi, ayant son principal bureau pour le Canada, dans la cité de Montréal, était Demanderesse ; et FRANÇOIS XAVIER GOSSELIN, de la cité de Québec, notaire, et autres, étaient Défendeurs ; la dite Demanderesse contre JACQUES AURELE GRENIER et CHARLES VEILLEUX, les deux autres Défendeurs.

Saisis comme appartenant à Charles Veilleux, de la ville de Lévis, marchand, l'un des dits défendeurs, à savoir :

1° Le lot No 326 (trois cent vingt-six), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Laurent—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 366 (trois cent soixante et six), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord du chemin de fer Intercolonial—circonstances et dépendances.

3. Le lot No 381 (trois cent quatre-vingt-un), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de terre situé au nord du chemin de fer Intercolonial—circonstances et dépendances.

4° Le lot No 395 (trois cent quatre vingt quinze), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord du chemin public—circonstances et dépendances.

5° Le lot No 396 (trois cent quatre-vingt seize), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord du chemin de fer Intercolonial, avec quais—circonstances et dépendances.

6° Le lot No 398 (trois cent quatre vingt dix-huit), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de terre situé au nord du chemin public—circonstances et dépendances.

7° Le lot No 409 (quatre cent neuf), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de

Quebec, being a lot of land situate on Saint Joseph street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$6.17, payable to the Reverend Ladies of the General Hospital of Quebec, on the 29th of September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 12th December, 1901. 4600
[First published, 14th December, 1901.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } WILLIAM DONALD ROSS
No. 1632. } MACLEOD, of Upper Melbourne, in the county of Richmond, in the province of Quebec, farmer ; against DONALD ROSS MACLEOD, of the city of Quebec and district of Quebec, commission merchant, to wit :

The undivided half of the usufruct and enjoyment of lot No. 2772 (two thousand seven hundred and seventy-two), of the official cadastre for Saint Louis ward, of the city of Quebec, during the lifetime of the Defendant, being a lot situate on D'Auteuil street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 12th December, 1901. 4602
[First published, 14th December, 1901.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } WHEREAS in a case where
No. 1245. } THE LONDON ASSURANCE CORPORATION, a body politic and corporate, duly incorporated according to law, and having its head office for Canada, in the city of Montreal, were Plaintiffs ; and FRANÇOIS XAVIER GOSSELIN, of the city of Québec, notary, and others, were Defendants ; the said plaintiffs against JACQUES AURELE GRENIER AND CHARLES VEILLEUX, the two other Defendants.

Seized as belonging to Charles Veilleux, of the town of Lévis, merchant, one of the said defendants, to wit :

1. Lot No. 326 (three hundred and twenty-six), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot of land situate on Saint Lawrence street—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 366 (three hundred and sixty-six), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot situate to the north of the Intercolonial railway—circumstances and dependencies.

3. Lot No. 381 (three hundred and eighty-one), of the said cadastre official of Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot of land situate north of the Intercolonial railway—circumstances and dependencies.

4. Lot No. 395 (three hundred and ninety-five), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot situate north of the public road—circumstances and dependencies.

5. Lot No. 396 (three hundred and ninety-six), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot situate north of the Intercolonial railway with wharves—circumstances and dependencies.

6. Lot No. 398 (three hundred and ninety-eight), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot of land situate north of the public road—circumstances and dependencies.

7. Lot No. 409 (four hundred and nine), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the

Lévis, étant un terrain situé au sud du chemin public—circonstances et dépendances.

8° Le lot No 412 (quatre cent douze), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord du chemin de fer—circonstances et dépendances.

9° Le lot No 413 (quatre cent treize), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de grève situé au nord du chemin de fer Intercolonial—circonstances et dépendances.

10° Le lot No 437 (quatre cent trente-sept), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un lot de terre situé au sud du chemin public—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la Victoire, comté de Lévis, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Shérif.

Québec, 12 décembre 1901.

4603

[Première publication, 14 décembre 1901.]

ERRATUM.

(No 4443).

A la page 2227, de la *Gazette Officielle*, nominations des commissaires pour la ville d'Acton, lisez en date du neuf janvier 1900, au lieu de 1901, et en date du 29e jour de novembre 1901, au lieu de 1900.

4607

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du neuf janvier 1900, pour la ville d'Acton, comté de Bagot, et de nommer par commission en date du vingt-neuvième jour de novembre 1901, Messieurs Adolphe Chabot, bourgeois, Victor Lapointe, marchand-tailleur, et Joseph Marin, bourgeois, de la ville d'Acton, commissaires de la dite cour.

4609

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné par Dame Léocadie St-Pierre, veuve de feu Maurice Beaubien, ci-devant résidant au village de Granby, dans le district de Bedford, maintenant domiciliée à Saint-Benoit, comté des Deux-Montagnes, et par Dame Joséphine Beaubien, épouse de Charles Alexis Charlebois, de Curran, dans le comté de Prescott, province d'Ontario, qu'elles s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier et valider deux actes de vente par elles consentis, l'un à Raymond C. Savage, du village de Granby susdit, marchand, reçu devant Mtre J. L. Dozois, notaire, le 2 avril 1900, et l'autre, à Joseph Léopold Dozois, notaire, du dit village de Granby, reçu devant Mtre C. Ernest A. Tartre, notaire, le 5 décembre 1901.

DOZOIS & TARTRE,

Procureurs des requérants.

Granby, Qué., 10 décembre 1901.

4589

Avis est par le présent donné qu'il sera demandé à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte incorporant la Compagnie du

town of Lévis, being a lot situate south of the public road—circumstances and dependencies.

8. Lot No. 412 (four hundred and twelve), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot situate north of the railway—circumstances and dependencies.

9. Lot No. 413 (four hundred and thirteen), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a beach lot of land situate north of the Intercolonial railway—circumstances and dependencies.

10. Lot No. 437 (four hundred and thirty seven), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis, being a lot of land situate south of the public road—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, county of Lévis, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Quebec 12th December, 1901.

4604

[First published, 14th December, 1901.]

ERRATUM.

Document (No. 4444).

At page 2227, of the *Official Gazette*, appointments of commissioners for the town of Acton, read, dated the ninth of January, 1900, instead of 1901, and dated the 29th day of November, 1901, instead of 1900.

4608

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 9th January, 1900, for the town of Acton, county of Bagot, and to appoint by commission dated the 29th of November, 1901, Messrs Adolphe Chabot, gentleman, Victor Lapointe, merchant tailor, and Joseph Marin, gentleman, of the town of Acton, commissioners of the said court.

4610

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given by Dame Léocadie St-Pierre, widow of the late Maurice Beaubien, formerly residing in the village of Granby, in the district of Bedford, now domiciled at Saint-Benoit, county of Two Mountains, and by Dame Joséphine Beaubien, wife of Charles Alexis Charlebois, of Curran, in the county of Prescott, province of Ontario, that they will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the ratification and confirmation of two deeds of sale made by them, one to Raymond C. Savage, merchant, of the village of Granby, aforesaid, passed before J. L. Dozois, notary, on the 2nd of April, 1900, and the other to Joseph Léopold Dozois, notary, of the said village of Granby, passed before Mtre C. Ernest A. Tartre, notary, on the 5th of December, 1901.

DOZOIS & TARTRE,

Attorneys for petitioners.

Granby, Que., 10th December, 1901.

4590

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate the

chemin de fer Saint-Laurent et Mégantic, et conférant à cette compagnie les pouvoirs et privilèges de construire et exploiter un chemin de fer d'un point sur la berge sud du fleuve Saint Laurent, entre la rivière Bécancour et la Grande Rivière Duchêne, à un point à ou au sud de la tête du lac Mégantic, dans le voisinage de la frontière entre le Canada et les États-Unis, avec pouvoir d'ériger et d'exploiter des docks, quais, estacades, piliers, *slips*, à n'importe quel endroit sur ou en connection avec son chemin de fer et ses termini.

4621

Saint Lawrence and Megantic Railway Company, and granting to the said company the powers and privileges to construct and operate a railroad from a point on the south bank of the river Saint Lawrence, between the river Bécancour and the Grand Rivière Duchêne, to a point at or north of the head of lake Megantic, in the vicinity of the boundary line between Canada and the United States, also the powers to erect and maintain docks, wharfs, slips, piers and booms at any point on or in connection with the railway and the termini thereof

4622

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*
No 1406.

Dame Rebecca Carrie Hibbard, des cité et district de Montréal, épouse de Albert Azro Ayer, du même lieu, marchand, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

CARTER & GOLDSTEIN,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 12 décembre 1901. 4613

Avis public est par les présentes donné par François Xavier Bertrand, manufacturier; Noé Dussault, comptable; Evariste Berthiaume, contre-maître mécanicien; Joseph de Labroquerie Taché, notaire; Joseph Cyprien Desautels, notaire, et Louis Paul Morin, manufacturier, tous de la cité de Saint-Hyacinthe, dans cette province, qu'ils ont l'intention de s'adresser par requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, dans le but d'obtenir l'émission de lettre patentes pour les constituer en corporation, sous l'effet de la loi des compagnies à fonds social, avec tous les pouvoirs et privilèges qu'elle confère, dans les conditions suivantes:

Le nom de la compagnie sera "La Compagnie F. X. Bertrand". L'objet de la compagnie, sera d'exercer:

1° L'industrie de la fonderie et des constructions mécaniques en fer, bois et autres matières, et des réparations qui s'y rattachent.

2° Le commerce de tous les produits de la dite industrie et des produits manufacturés ou matières premières qui s'y rattachent, et des machines, marchandises et fournitures utilisées comme accessoires dans les établissements, possédant et employant les produits de la dite industrie.

3° L'exploitation de brevets et autres droits de propriété sur les produits fabriqués, sur les marchandises vendues ou sur les procédés appliqués par la dite compagnie.

Le siège des affaires de la dite compagnie sera en la cité de Saint-Hyacinthe.

Le fonds social de la dite compagnie sera au montant de quarante-huit mille dollars (\$48,000), divisé en neuf cent soixante (960) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Les personnes ci-dessus nommées seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

Saint-Hyacinthe, 11 décembre 1901. 4579

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District du Saguenay. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de W. Chamard & Cie, Malbaie,
Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 5 décembre 1901, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 1406.

Dame Rebecca Carrie Hibbard, of the city and district of Montreal, wife of Albert Azro Ayer, of the same place, merchant, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

CARTER & GOLDSTEIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th December, 1901. 4614

Public notice is hereby given by François Xavier Bertrand, manufacturer; Noé Dussault, accountant; Evariste Berthiaume, machinist foreman; Joseph de Labroquerie Taché, notary; Joseph Cyprien Desautels, notary, and Louis Paul Morin, manufacturer, all of the city of Saint Hyacinthe, in this province, that they will apply by petition to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for letters patent incorporating them under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, with all the powers and privileges which it confers, under the following conditions.

The name of the company will be "La Compagnie F. X. Bertrand". The object of the company will be to exercise:

1. The foundry business and mechanical construction in iron, wood and other materials, and the repairs connected therewith.

2. Dealing in the products of the said industry and of the manufactured products or iron materials connected therewith, and of machinery, merchandize and furnishings utilized as accessories in the establishments, possessing and using the products of the said industry.

3. Using patents and other rights of ownership on the products manufactured, on the merchandize sold or on the processes applied by the said company.

The said company's place of business will be in the city of Saint Hyacinthe.

The capital stock of the said company will be forty-eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into nine hundred and sixty (960) shares, of fifty dollars (\$50.00) each.

The persons above named will be the first directors of the said company.

Saint Hyacinth, 11th December, 1901. 4580

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Saguenay. } *Superior Court.*
In the matter of W. Chamard & Cie., Murray Bay,
Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 5th December, 1901, I have been appointed curator to this estate.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 12 décembre 1901.

4611

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty day from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co Building.
Quebec, 12th December, 1901.

4612

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 50*

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis,
etc., 2269 ;

BILLS PRIVÉS, P. FÉDÉRAL : — Avis au sujet de : —
Sénat et Chambres des Communes, 2272.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assem-
blée législative, 2275 ; Conseil législatif, 2274.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Admettre Alex
Legault à la pratique du droit, 2280 ; Admettre
L. D. Eug. Rousseau à la pratique du notariat,
2280 ; Admettre William Kennett McKeown à
la pratique du droit, 2280 ; Admettre Louis
Savard à la pratique du notariat, 2279 ; Canada
Switch & Spring Coy, 2278 ; Cie chemin de fer
Gaspé et Western, 2283 ; Dme Helen Johnston,
2277 ; Définir les pouvoirs des exécuteurs tes-
tamentaires de la succession Villeneuve, 2283 ;
Disposer des biens de feu John McDougall *et al*,
2279 ; Henderson & Potts Coy, 2278 ;
Incorporer "The Montreal Medico Chirurgical
Society, 2281 ; Incorporer la Cie de Pulpe de
Métabetchouan, 2282 ; Joachim Reid, 2279 ; La
Cie du chemin de fer de Matane et Gaspé, 2280 ;
La Cie du chemin de fer Saint-Laurent et
Mégantic, 2300 ; La Cie hydraulique Saint-
François, 2278 ; L. B. Alf. Charlebois, 2280 ;
Les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique,
2281 ; Montreal Rolling Mills Coy, 2278 ;
Pour la passation d'un acte à l'effet de changer
le testament de Jos. Oct. Villeneuve, 2281 ;
Faire ratifier deux actes de vente, 2299 ; Ville
de Joliette, 2284.

DÉPENSES D'ÉLECTION : — Etat : — Joseph La-
ferté, district électoral de Drummond, 2284.

FAILLES : — Alexander, 2288 ; Alexander, 2289 ;
Chamard & Cie, 2300 ; Edwards *et al*, 2288 ;
Evans Bros, 2290 ; Hislop, 2288 ; Labelle,
2289 ; Legault, 2289 ; Succession Couillard,
2289 ; Traversy & Co, 2289.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — A. C. Lari-
vière, 2286 ; La Cie F. X. Bertrand, 2300 ; La
Société Anonyme des Théâtres, 2285 ; The
Laineau Manufacturing Coy, 2286 ; The Foster
Bennett Coy, 2287.

LICITATIONS : — McGillis vs McGillis *et al*, 2290 ;
Stanbridge vs Stanbridge, 2291.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT : —
De P. S. Grandpré à M. Eug. Labrèche, 2272.

MUNICIPALITÉ : — Publication dans une seule lan-
gue : — demande de : — Paroisse de Saint-André
d'Acton, comté de Bagot, 2272 ; Ville d'Acton,
comté de Bagot, 2272.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : Demande d'ériger en : —
Saint-Majorique de Grantham, 2272.

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 50*

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices
&c., 2269.

PRIVATE BILLS, FEDERAL P. : — Notices respecting
the : — Senate and House of Commons, 2272.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : —
Legislative Assembly, 2275 ; Legislative Council,
2274.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — To admit
Alex Legault to the practice at law, 2280 ; To
admit L. D. Eug. Rousseau to the practice as
notary, 2280 ; To admit William Kennett Mc-
Keown to the practice at law, 2280 ; To admit
Louis Savard to the practice as notary, 2279 ;
Canada Switch & Spring Coy, 2278 ; Gaspé
and Western Railway Coy, 2278 ; Dme Helen
Johnston, 2277 ; To define the powers of testa-
mentary executors of the estate Villeneuve,
2283 ; To dispose of the estate of the late
John McDougall *et al*, 2279 ; Henderson
& Potts Coy, 2278 ; To incorporate "The
Montreal Medico Chirurgical Society", 2281 ;
Incorporer la Cie de Pulpe de Métabetchouan,
2282 ; Joachim Reid, 2245 ; La Cie du chemin
de fer de Matane et Gaspé, 2280 ; La Cie du
chemin de fer Saint Laurent et Mégantic,
23⁰⁰ ; The Saint Francis hydraulic Coy,
22⁷⁸ ; L. B. Alf. Charlebois, 2280 ; Les Pères
Blancs, missionnaires d'Afrique, 2281 ; Montreal
Rolling Mills Coy, 2278 ; For a bill to change
the last will and testament of Jos. Oct.
Villeneuve, 2281 ; To ratified two deeds of sale,
2299 ; Town of Joliette, 2284.

ELECTION EXPENSES : — Statement : — Joseph La-
ferté, electoral district of Drummond, 2284.

INSOLVENTS : — Alexander, 2288 ; Alexander, 2289 ;
Chamard & Cie, 2300 ; Edwards *et al*, 2288 ;
Evans Bros, 2290 ; Hislop, 2288 ; Labelle,
2289 ; Legault, 2289 ; Estate Couillard, 2289 ;
Traversy & Co, 2289.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : —
A. C. Larivière, 2286 ; La Cie F. X. Bertrand,
2300 ; La Société Anonyme des Théâtres,
2285 ; The Laineau Manufacturing Coy, 2286 ;
The Foster Bennett Coy, 2287.

LICITATIONS : — McGillis vs McGillis *et al*, 2290 ;
Stanbridge vs Stanbridge, 2291.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER : —
Of P. S. Grandpré to M. Eug. Labrèche,
2272.

MUNICIPALITY : — Publication in one language
only : — Application for : — Parish of Saint
André d'Acton, county of Bagot, 2272 ; Town
of Acton, county of Bagot, 2272.

SCHOOL MUNICIPALITY : Application to erect in : —
Saint Majorique de Grantham, 2272.

NOMINATIONS : — *Commissaire pour recevoir des affidavits* : — Province de Québec, 2269.
Cour des commissaires : — Ville d'Acton, comté de Bagot, 2299.

PROCLAMATION : — Convocation des Chambres, 2269.

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Boily vs Genest, 2285 ; Butler vs Crockford, 2284 ; Charbonneau vs Paré, 2285 ; Chapleau vs Pepin, 2285 ; Claxton vs Ayer, 2285 ; Fournier vs Caron, 2284 ; Hibbard vs Ayer, 2300 ; Rémillard vs Brosseau, 2285.

FERRES DE LA COURONNE : — *Avis de cancellation, etc* : — Alleyn, 2271 ; Décalonnes, 2271 ; Dorion, 2271 ; Emberton, 2271 ; Ristigouche, 2271 ; Turgeon, 2271.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA : — Dme Dauplaise vs Parenteau, 2292.

BEAUHARNOIS : — Cousineau vs Cossette, 2292.

KAMOURASKA : — Pelletier vs Dion, 2293 ; Pelletier vs Lavoie, 2293.

MONTMAGNY : — Bélanger vs Boissonneault, 2294 ; La ville de Montmagny vs Fournier, 2294.

MONTREAL : — Beaudin *et al* vs Dme Tate, *et al*, 2296 ; Joubert vs Delle Gauthier, 2295 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dunlop, 2296 ; Miss Brown vs Mackie, 2295.

OTTAWA : — Dme Gauthier vs Thérien, 2297.

QUÉBEC : — Dme Letarte *ès-qualité*, vs Dme Pepin *ès-qualité*, 2297 ; MacLeod vs MacLeod, 2298 ; The London Assurance Corporation vs Gosselin *et al*, 2298.

APPOINTMENTS : — *Commissioner to receive affidavits* : Province of Quebec, 2269.
Commissioners' court : — Town of Acton, county of Bagot, 2299.

PROCLAMATION : — Parliament convoked, 2169.

SÉPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Boily vs Genest, 2285 ; Butler vs Crockford, 2284 ; Charbonneau vs Paré, 2285 ; Chapleau vs Pepin, 2285 ; Claxton vs Ayer, 2285 ; Fournier vs Caron, 2284 ; Hibbard vs Ayer, 2300 ; Rémillard vs Brosseau, 2285.

CROWN LANDS : — *Notices of cancellation, etc* : — Alleyn, 2271 ; Decalonnes, 2271 ; Dorion, Emberton, 2271 ; Ristigouche, 2271 ; Turgeon, 2271.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA : — Dme Dauplaise vs Parenteau, 2192.

BEAUHARNOIS : — Cousineau vs Cossette, 2292.

KAMOURASKA : — Pelletier vs Dion, 2293 ; Pelletier vs Lavoie, 2293.

MONTMAGNY : — Belanger vs Boissonneault, 2294 ; The town of Montmagny vs Fournier, 2294.

MONTREAL : — Beaudin *et al*, vs Dme Tate *et al*, 2296 ; Joubert vs Delle Gauthier, 2295 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dunlop, 2296 ; Miss Brown vs Mackie, 2295.

OTTAWA : — Dme Gauthier vs Therien, 2297.

QUÉBEC : — Dme Letarte *ès-qualité* vs Dme Pepin *ès-qualité*, 2297 ; MacLeod vs MacLeod, 2298 ; The London Assurance Corporation vs Gosselin *et al*, 2298.